

T 2137-590

ISSN 0026-9433



**Meeting-débat sur l'apartheid**  
AGECA - 28 OCTOBRE 1985 - 20H  
177 RUE DE CHARONNE - 20<sup>e</sup>

# Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 590 JEUDI 24 OCTOBRE 1985 8,00 F



## FACE A L'ORDRE RACISTE

## LA REVOLTE DES GHETTOS

### RENAULT

Quelle riposte  
des travailleurs  
face  
aux restructurations?  
PAGE 4

### SECURITE SOCIALE

Le système  
de protection  
social  
en danger!  
PAGE 7

### P.S.

4 ans après  
le 10 mai 1981,  
le congrès  
de la morosité.  
PAGE 12

F° P. 2520

# communiqués débats

**BREST**  
Le groupe «Les Temps nouveaux» reprend ses émissions «Les Raisons de la colère» sur Fréquence-Mutine, 104 MHz, tous les mercredis de 20h à 21h.

**LE HAVRE**  
Le groupe Jules-Durand de la F.A. reprend ses activités. Tous ceux qui désireront se mettre en contact avec lui peuvent écrire aux relations intérieures qui transmettront.

**CHERBOURG**  
Le groupe de Cherbourg tient toujours une table de presse le samedi matin au marché aux Puces à partir de 10h.

**AUBENAS**  
Le groupe d'Aubenas reprend ses activités. Amis libertaires de la région et sympathisants n'hésitez pas à nous contacter pour renforcer l'expression des idées anarchistes dans le sud de l'Ardèche. Ecrire à C.E.S., B.P. 12, 07140 Les Vans, ou contactez-nous le samedi sur le marché d'Aubenas lors de la diffusion du «Monde libertaire».

**MARSEILLE**  
Le groupe libertaire de Marseille tient dorénavant ses permanences le samedi de 14h à 17h au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformés ou Cinq-Avenues).

**ST-ETIENNE**  
L'émission «Rouge et noir-Tribune libertaire» animée par le groupe Nestor-Makhno est diffusée désormais tous les lundis à partir de 20h sur les antennes de Radio-Dio (89,6 MHz). Au programme : l'actualité vue par les libertaires, nos échos «A boulets noirs», des débats sur l'histoire du mouvement ouvrier, le syndicalisme et tous les thèmes qui peuvent intéresser les libertaires.

**ST-MEDARD-EN-JALLES**  
Une liaison s'est constituée à St-Médard-en-Jalles, près de Bordeaux. Pour tout contact, s'adresser au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

**AIX-EN-PROVENCE**  
La liaison d'Aix-en-Provence rappelle que tous les compagnons d'Aix et sa région peuvent se mettre en contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures.

**LILLE**  
Le groupe de Lille reprend ses activités, on peut le contacter en écrivant à : F.A., B.P. 4, 59651 Ville-neuve-d'Ascq cedex.  
Rappelons également que «La Voix sans maître» émet tous les vendredis de 21h à 23h sur 99,6 MHz 91.24.00 et que la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, Lille (métro Wazennes, tél. : 57.37.06) ouvre ses portes tous les dimanches de 10h30 à 13h (vente de livres, brochures et journaux, bibliothèque de prêt, centre de documentation). Pour tout soutien financier : Cercle d'études sociales, C.C.P. 7 806 13 M, Lille.

**PARIS**  
Des groupes de la Fédération anarchiste organisent le 28 octobre, à 20h, à l'Ageca, un meeting-débat sur «L'apartheid en Afrique-du-Sud». Ageca : 177, rue de Charonne, 75020 Paris.

**CHELLES**  
Le groupe Sacco-Vanzetti de la F.A. organise le samedi 26 octobre, à 20h30, un débat sur le thème de l'éducation libertaire. Avec Jean-Marc Raynaud, co-auteur du livre «L'Education libertaire» (éd. Spartacus). Le débat aura lieu au local du groupe : Ibis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).

**ANGERS**  
Le groupe d'Angers organise un cycle de débats public sur l'anarchisme. La première aura pour thème «Syndicalisme et anarchisme» et se déroulera le jeudi 14 novembre à 20h30 au Centre d'animation de la Doure, 43, place G.-Bordillon, 49000 Angers.

# éditions

**ANGERS**  
Le numéro 6 d'«Alternative libertaire 49», journal local édité par le groupe F.A. et le groupe antimilitariste est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F à l'adresse suivante : «Alternative libertaire», B.P. 401, 49004 Angers cedex.

**AFFICHE**  
Une affiche a été éditée sur l'apartheid en Afrique du Sud : «Contre l'apartheid, pour l'égalité. Solidarité de tous les opprimés!». Format : 78 x 52. Prix 5 F unitaire et 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

**AGENDA**  
L'agenda 1986 du Monde libertaire est paru. Utile pour vous, lecteur du «Monde libertaire», c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante. Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : 805.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèques à l'ordre de Publico.



Un autocollant contre l'apartheid en Afrique du Sud vient d'être édité. Son format 12,5 x 8 cm. Son prix : 1F l'unité et 12 F les 20 exemplaires.

# sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Meeting, Apartheid, régime de la barbarie, Communiqué — PAGE 4 : Renault, la nationalisée ; Renault, quelle combativité? ; En bref — PAGE 5 : S.N.C.F. : bilan de la grève ; Education nationale : quelle décentralisation? — PAGE 6 : Le 58e congrès de S.A.T. ; Claude Sigala ; La réforme de l'instruction judiciaire ; Remous au sein du Front national — PAGE 7 : La Sécurité sociale a quarante ans ; Mourir à Francfort ; La canaille de l'Est est repartie — PAGE 9 : Relations internationales — PAGE 10 : Les squatts à Londres — PAGE 11 : Notes de lecture, Programme de Radio-Libertaire, Les 24h du livre au Mans — PAGE 12 : Au parti du socialisme déconcertant ; Le congrès du P.S. à Toulouse.

**Permanence du secrétariat aux relations intérieures :**  
le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél. : 805.34.08

# liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE**
- AISNE**  
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.
- ARDECHE**  
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- BOUCHES-DU-RHÔNE**  
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
- CHARENTES-MARITIMES**  
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue de la Touche Tréville, 17300 Rochefort.
- CÔTES-DU-NORD**  
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
- DOUBS**  
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.
- FINISTÈRE**  
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
- GARD**  
Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.
- HAUTE-GARONNE**  
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
- GIRONDE**  
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
- HERAULT**  
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
- ILLE-ET-VILAINE**  
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
- INDRE-ET-LOIRE**  
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- LOIRE**  
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h, salle 15 bis CNT-AIT-LP, Bourse du travail, cours Victor Hugo, 42000 Saint-Etienne.
- LOIR-ET-CHER**  
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.
- LOIRE-ATLANTIQUE**  
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.
- MAINE-ET-LOIRE**  
Groupe d'Angers : permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doure), 43, place Grégoire Bodillon, Angers.
- MANCHE**  
Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye à Cherbourg.
- NORD**  
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 55, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57 37 36.
- PYRÉNÉES-ORIENTALES**  
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1<sup>er</sup> dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).
- SARTHE**  
Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.
- SEINE-MARITIME**  
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.
- SOMME**  
Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n° 7, 80330 Longueau.
- VAR**  
Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.
- VIENNE**  
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits de la Caille, 36, rue Saint-Symphilien, Poitiers.

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner à 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  Règlement

(la joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie **ROTO DE PARIS** 93100 MONTREUIL  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

# LE REGIME DE L'APARTHEID

*Ce n'est pas avec des arguments que l'on peut répondre à une telle bestialité, mais avec le couteau.*

Dante

Trois siècles d'existence pour cette société sud-africaine, trois siècles basés sur la servitude, les massacres de Noirs. Une société absolutiste, un pouvoir sans limite et se fondant sur lui-même, une société où sévit un pouvoir issu des manuels religieux.

Les actes du régime de l'apartheid se situent dans la logique momentanée d'un système qui ne trouve de solution pour préserver et pérenniser sa domination économique, politique et morale qu'en ayant recours à la force armée, sachant que les protestations internationales qui ne manquent pas de s'élever se limitent d'elles-mêmes dans le théâtre de l'hypocrisie qu'est l'O.N.U. Voyez les discours de Cheysson dénonçant l'apartheid comme une figure identique au nazisme et, d'un autre côté, Dumas recevant en catimini «Pike» Botha, ministre des Affaires extérieures au sujet de la vente de deux réacteurs nucléaires.

Ce qui permettait à Botha de préciser dans l'im-«Mond» : «Bien sûr peu de pays occidentaux entretiennent des relations publiques avec nous ; mais pour moi, le principal est qu'ils maintiennent leurs rapports économiques avec l'Afrique du Sud. Par tout le capitalisme et l'économie étendent leur domination par delà les différences idéologiques ou «nationales» qui, d'ailleurs n'en sont pas, puisqu'elles concourent objectivement avec une complicité manichéenne à la perpétuation du système. La schizophrénie du langage pour une politique du mensonge de l'asservissement, voilà la signification de cette mascarade qui se joue sur le dos des Noirs.

Les hommes politiques d'ici feignent de découvrir la réalité de l'apartheid, ils se constituent à bon prix une virginité. Car, en tout état de cause, le système capitaliste privé ou d'Etat n'en demeure pas moins solidaire quand il

s'agit de défendre leur place et par delà leurs privilèges. C'est pourquoi une fois dépassé le moment des factices protestations, les dirigeants de chaque pays se félicitent en silence d'avoir enfin fait taire le prolétariat noir. Et ils continueront à acheter et à vendre qui du charbon, qui du manganèse, qui de l'uranium, qui la stricte application de Yalta.

De même, ils falsifient les vrais événements de la lutte prolétarienne comme ils l'avaient fait à l'époque des émeutes de Soweto en 1976-1977. Les ouvriers, les étu-

direction réapparut soudainement en la personne d'un Tsietsi Mashinini, qui se dressa sur un véhicule et exhorta ses camarades étudiants à se disperser. Il fut obligé de s'enfuir lorsque les étudiants détournèrent leurs jets de pierres contre lui.

Le vide (absence de terrain de négociations) créé par les mouvements spontanés radicaux poussent les capitalistes blancs à ressusciter l'A.N.C. fantôme moribond qui n'en finit pas de crever à chaque poussée des prolétaires. Face à ce vide révolutionnaire, le capitalisme opte pour un flou



dians, quand ils s'attaquent à la marchandise, ce n'est pas pour en produire plus et en consommer plus comme voudraient le faire croire des organisations réformistes comme l'A.N.C. et l'U.D.F., mais simplement ils touchent, ils s'attaquent à la conséquence de leur négation.

La population des township a compris ce qu'il fallait réserver à ceux qui se proclament en révolution. Lors des affrontements entre étudiants et policiers, la police reçut l'ordre de tirer, le repli des étudiants se transforma en contre-attaque forcée. Après une deuxième rafale, la

bureaucratique, face à la négation du pouvoir et des organisations dites avant-gardistes, ils choisissent un parti capable d'être à la hauteur ses frères bolcheviks, de faire retourner les Noirs dans les usines, c'est à quoi la bourgeoisie noire s'attache. Les cris et les violences des ships s'inscrivent dans une démarche qui refuse de vivre entre la stricte résignation et l'horrible efficacité.

L'A.N.C. reçoit le consensus nécessaire pour accéder au pouvoir politique, par son discours qui substitue à la lutte prolétarienne, le diktat d'un Etat probe. Les rencontres entre Tambo et Relly ne signifient rien d'autre que la capacité de la classe bourgeoise noire à gérer politiquement le pays avec l'accord du milieu d'affaire blanc. Double langage : à Paris, l'A.N.C. revendique la nationalisation des moyens de production au profit d'une classe ouvrière dépossédée, quadrillée par le parti. A Johannesburg, elle invoque une société d'économie mixte.

Encore une fois, les conflits sociaux servent de tremplin à des bureaucrates qui confondent révolution avec conquête du pouvoir.

FRANÇOIS GR. HOOLIGANS  
INTERNATIONALISTES

## Editorial

Si la rumeur publique gronde depuis longtemps contre le régime tortionnaire de Prétoria, celui-ci doit faire face depuis peu aux attaques tous azimuts que lui assènent ceux qu'il exploite d'abord, mais aussi ses plus fidèles complices que sont les détenteurs du pouvoir financier en Afrique Sud et les Etats capitalistes d'Europe et d'Amérique.

Les problèmes économiques que connaît maintenant l'Afrique du Sud sont à l'origine de la remise en cause de Botha, que les patrons des multinationales du pays voudraient bien voir lâcher le pouvoir. Les alliés occidentaux ne pouvant plus de leur côté résister à la poussée de contestation qui monte dans leurs pays cherchent à se démarquer du pouvoir politique de l'Afrique du Sud. Les sanctions économiques décidées par certains d'entre eux, si elles ne font pas sourcilier les politiques, commencent à préoccuper les financiers, dont la collaboration avec les grandes puissances capitalistes est la condition du maintien de leur hégémonie. Ce que Botha feint de ne pas comprendre, c'est que c'est également la condition du maintien du régime de superexploitation et donc du système d'apartheid qu'il veut maintenir, envers et contre tout.

Mais les grandes nations capitalistes n'iront pas jusqu'au bout. Elles font à la fois la complicité dans l'indignation et dans la complicité. Il serait peu vraisemblable en effet que des Etats fassent le jeu des travailleurs noirs d'Afrique du Sud et maintiennent à l'intérieur de leurs frontières leur système d'exploitation des masses laborieuses, sans que celles-ci ne redécouvrent à l'occasion combien, en Afrique du Sud comme chez eux, le problème de leur émancipation relève de la lutte des classes.

Voilà pourquoi, pendant que la répression continue de s'abattre sur les travailleurs d'Afrique du Sud, les hommes et les femmes du monde entier doivent faire pression sur leurs propres exploités pour que ne cesse d'aucune façon la lutte contre le racisme et l'apartheid.

Ce peut être aussi, pour certains, l'occasion de redécouvrir comment une véritable internationale des travailleurs peut avoir sa raison d'être et combien capital peut être son rôle dans la recherche d'une société de liberté et d'égalité.



## MEETING-DEBAT SUR L'APARTHEID

La méconnaissance brutale, voire sauvage, qu'a Botha de la situation dans son pays renforce davantage notre écoeurément et désir d'en finir avec ce régime barbare. Triste exemple qui corrobore ceci : Benjamin Moloïse a été pendu vendredi 18 octobre à la prison centrale de Prétoria. Ceci, malgré les pressions de toutes sortes, les manifestations, les protestations d'une opinion publique mobilisée. Et tous ceux et celles qui défilèrent jeudi soir à Paris dans l'espoir de convaincre Botha de surseoir à l'exécution de Benjamin, puis de commuer la peine, auront eu le lendemain un gout de sang dans la bouche.

Lundi 28 octobre, des groupes parisiens de la Fédération anarchiste organisent un meeting-débat à l'Ageca. Le Mouvement anti-apartheid, la Ligue des droits de l'homme et l'African National Congress (A.N.C.) (1) interviendront afin de dégager et définir exactement les responsabilités et positions des acteurs.

Au-delà de ce qui pourraient être exprimé, la Fédération anarchiste réitère que le conflit sud-africain demeure un conflit de classes. Qu'il ne saurait être envisagé une quelconque collaboration et qu'en tout état de cause, la lutte contre le racisme est partie d'une lutte plus étendue contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

HERVÉ

(1) Sous réserve.

## COMMUNIQUE

Malgré les protestations internationales, Benjamin Moloïse a été assassiné ce matin par l'ordre raciste de Prétoria. Le «boucher» Botha réaffirme par cette exécution sa volonté de maintenir coûte que coûte le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

La Fédération anarchiste s'insurge violemment contre ce nouveau meurtre qui s'ajoute à la liste déjà longue des Noirs abattus quotidiennement par la police et l'armée, alors qu'ils se battent pour leur émancipation.

La Fédération anarchiste réaffirme sa solidarité entière avec les travailleurs noirs en lutte contre l'apartheid et son soutien à toute initiative visant à mettre fin au cauchemar raciste de Prétoria.

FEDERATION ANARCHISTE

## en bref...en bref...

«Anarfac» numéro 4, spécial éducation est en vente à la librairie du Monde libertaire. Prix : 5F.

La commission administrative de la Libre Pensée girondine, en accord avec la résolution générale et la motion pacifiste votées lors du congrès national de Colomers, a décidé de faire connaître son désaccord quant à l'enseignement de «La Marseillaise» imposé aux enfants. Elle propose aux parents une lettre type à adresser au recteur de chaque académie justifiant les raisons de ce choix et invoquant le droit des parents ou tuteurs de l'enfant à l'objection de conscience face à l'appel sanglant et raciste de ce chant appelé à l'origine : «Chant de guerre de l'armée du Rhin». Pour tout contact : écrire à la commission propagande de la L.P., c/o J.J. Real, 61, rue Pauly, 33130 Bègles.

L'Union pacifiste de France, section française de l'Internationale des résistants à la guerre, tiendra son congrès les 9 et 10 novembre 1985 à Clermont-Ferrand, centre Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre (près du centre ville). Thème principal des débats : la militarisation de la société française. Pour tout contact, écrire à Thérèse Collet, 4, rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne.

En soutien à Claude Sigala toujours en prison s'est constitué à Paris un comité de coordination : le C.R.A.-Solidarité alternative. Adresse : l'Ecole buissonnière, 74, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

## RENAULT LA NATIONALISEE

De l'eau a coulé sous les ponts et dans tout le groupe Renault la tension a baissé et le travail a repris comme au Mans où les cégétistes appelaient la semaine dernière à «rentrer ensemble la tête haute».

Alors qu'à Renault-Billancourt le secrétaire de la Métallurgie C.G.T., Sainjon, se déclarait prêt à négocier à tout moment, sans réelle contre-partie.

Les braises étaient-elles trop dispersées pour qu'on ne puisse en les attisant soutenir une lutte à l'échelle du groupe ou bien les travailleurs ont-ils préféré la technique du «dos rond» et repoussé une grève qui leur semblait trop politicienne?

«Lâchage» de la C.F.D.T., «matraquage anti-C.G.T.» tout cela a-t-il réellement pesé dans la balance pour freiner les travailleurs engagés dans l'action? On peut se demander dans cette morne

après-entrée si une entreprise nationalisée est un terrain idéal de lutte sous un régime politique de gauche...

A l'heure où nous écrivons ces lignes, Renault-Billancourt n'est plus occupé. Le 24, jour où ce «Monde libertaire» sera dans les kiosques, une journée d'action a été décrite par la direction de la C.G.T. «Jusqu'ou les travailleurs voudront» dit souvent Krasucki, mais les travailleurs veulent-ils vraiment que leurs luttes soient chapeautées par la C.G.T.?

## QUELLE DIRECTION?

Il y a un mécontentement général des travailleurs face à la politique générale du gouvernement, cela est traduit par tous les porte-parole syndicaux patentés. Chacun choisissant son mode d'expression favori : le tapis vert ou la grève. La C.G.T. se contentant de souffler sur les braises du mécontentement.



Le hic est toujours le même : qui décide de rendre au syndicalisme sa fonction première? On n'a pas encore trouvé l'exact point de jonction entre la place du Colonel-Fabien et la porte-de-Montreuil, mais la décision de mobilisation ne vient sûrement pas d'une sphère syndicale!

Avec les affrontements à S.K.F., entre les travailleurs, la population et les forces de l'ordre, le même problème s'était posé. On ne pouvait qu'être solidaire d'une lutte ouvrière contre la politique gouvernementale, mais celle-ci n'était en fait qu'un marche-pied...

## SOUVENIRS, SOUVENIRS

«Nous savons que beaucoup de patrons ne respectent ni les lois sociales ni les conventions collectives. Je comprends votre indignation devant ces manquements. Eh bien! malgré cela, nous vous

demandons de ne pas occuper les usines et d'éviter les grèves dans toute la mesure du possible.» Qui déclarait cela fin 1936? Benoit Frachon lui-même!, secrétaire de la C.G.T. et militant du P.C. Et c'est sans doute ce que nous déclarerai aujourd'hui la direction de la C.G.T. s'il y avait encore des ministres communistes au gouvernement.

Les anarchistes seront solidaires de toutes les luttes que ce soit à Renault ou à Dunkerque. Quand des ouvriers se battent contre l'injustice qu'elle vienne du patronat ou du gouvernement, l'heure n'est pas aux querelles de chapelle. Mais quand, à travers la défense de l'outil de travail, de l'emploi, se dresse celle d'entreprises nationalisées, du «produisons français», le combat change de terrain. Et nous ne nous priverons pas de le dénoncer!

J.-P. GERMAIN

RENAULT  
quelle combativité?

Quatorze mille licenciements d'ici 1986, 22 000 d'ici 1988, pour arriver enfin à 77 000 licenciements à la Régie Renault ; les chiffres du plan de restructuration à court et moyen terme sont maintenant officiels. De fait, depuis le 2 octobre 1985, une demande de 14 000 licenciements a été déposée par M. Praderie, chef du personnel de la régie.

UN PLAN QUI S'AFFINE  
DEPUIS LONGTEMPS

Pour être officiels, ces chiffres n'en étaient pas moins prévisibles si l'on se base sur les rapports établis par l'O.C.D.E. qui évaluaient déjà depuis une dizaine d'années à 200 000 ou 300 000 les licenciements dans l'automobile. Ces rapports, effectués sur l'état de l'automobile européenne, ont été basés également sur des études concernant l'automobile américaine en tenant compte notamment de l'impact de la robotisation et des modifications des conditions de travail. Il était clair, dès lors, que face au défi technologique japonais les mesures de restructurations dans l'automobile européenne devenaient inéluctables (à titre de référence, un ouvrier japonais produit deux voitures et demi, quand l'ouvrier français n'en produit qu'une).

A la Régie Renault, depuis les années 1965-1968, un plan de répartition est mis en place, consistant à déstructurer les services en les écla-

tant pour les transformer en une série d'établissements plus ou moins indépendants, procédé habile qui permet à la fois de «casser» les noyaux syndicaux un peu trop combattifs, et en même temps de remettre en cause les garanties et les conditions de travail (1).

Dans le même temps, les technologies nouvelles comme la bureautique sont implantées, et plus récemment (depuis 4 ou 5 ans) dans les secteurs de production avec la robotique (l'usine de Boutéou notamment, où l'alsage des carters est effectué sans aucun ouvrier), laissant ainsi présager depuis déjà quelques années des suppressions d'emplois.

UN RÉVEIL SYNDICAL...  
TARDIF

Face aux méthodes de la direction de la régie pour tenter de pallier aux échecs sur le plan de la compétitivité avec toutes les conséquences sur l'emploi que cela implique, il est «quelque peu curieux» de constater que les organisations syndicales auront attendu une dizaine d'années pour tirer la sonnette d'alarme, alors qu'elles n'avaient jamais clairement, auparavant, dénoncé le plan qui menaçait l'automobile. N'oublions pas, qu'indépendamment des rapports de l'O.C.D.E. connus depuis 10 ans, la C.G.T. (entre autres) possède de nombreux techniciens qui avaient également effectué des analyses con-

crètes se traduisant par des contre-propositions pour les secteurs actuellement concernés par la crise, dont l'automobile... Qui plus est, après ces quelques années d'inertie et de consensus social, la C.G.T. ne trouve rien d'autre à brandir que le drapeau du nationalisme et du chauvinisme (2). De Sainjon (3) qui demande la fermeture d'une usine au Mexique, entre autres, (et donc le licenciement de travailleurs mexicains) pour «rapatrier» le travail en France ; on en arrive à l'extrémisme qui consiste à demander que le travail de sous-traitance effectué chez Chausson (4) soit désormais traité par la régie... «No comment!»

Quoi qu'il en soit, ne doutons pas que les actions spectaculaires de la C.G.T. de ces dernières semaines auront du mal à regonfler la combativité des travailleurs, qu'elle a elle-même affaibli par la paix sociale qu'elle a imposé depuis 1981!

LILIANE  
«Chroniques syndicales»

(1) Les statuts relativement protégés dont ont bénéficié les entreprises nationalisées sont rapidement apparus «archaïques» du point de vue du patronat par rapport aux modèles américains, japonais, voire allemand.

(2) Est-il utile de rappeler les enjeux électoraux liés à cette soudaine nécessité de mobilisation?

(3) Secrétaire général de la fédération C.G.T. de la Métallurgie.

(4) Pourtant bien implantée en France, jusqu'à nouvel ordre...



# BILAN DE LA GREVE SNCF

Durant les mois d'été, la S.N.C.F. a connu une suite de catastrophes meurtrières, drames entamant d'un seul coup la réputation du fonctionnement sans défaillance de son mécanisme de sécurité pour ses circulations.

Décidée à frapper un grand coup afin de «redorer son blason» et sur la demande de Quilès, la direction de la S.N.C.F.annonçait une série de mesures, destinée essentiellement à contrôler les cheminots occupant un poste de sécurité.

Et le couperet tombait : sur le sud-est d'abord, convocation des agents de conduite pour un interrogatoire effectué par un inspecteur «traction» (niveau élevé dans la hiérarchie de l'entreprise). Ainsi, la direction, nonobstant leur formation, nonobstant les contrôles réguliers auxquels sont soumis ces cheminots (tout cela faisant l'objet de règlements très complets et très précis), leur faisait porter le chapeau. De plus, elle traitait toute la hiérarchie intermédiaire d'incapable!

Pour le «Monde libertaire», un agent de conduite du dépôt de Sotteville (près de Rouen) a bien voulu donner quelques informations quant au déroulement de la grève sur son lieu de travail. Après Grenoble, Chambéry, Ambrieville, Annemasse et Saint-Gervais, c'est l'ensemble des dépôts, soutenus par leurs syndicats (C.G.T., C.F.D.T.,

F.G.A.A.C. autonomes et dans quelques régions F.O.), qui a basculé dans la grève entraînant une interruption quasi totale du trafic ferroviaire. C'est la plus grande grève qu'a connue depuis 15 ans la S.N.C.F., avec 90% des trains immobilisés pendant près de deux jours.

—«Le Monde libertaire» : Alors, Jean-Michel, content de cette grève?

—Jean-Michel : oui, assez!

—M.L. : Pour quelles raisons?

—J.-M. : Parce que pour la première fois depuis bien longtemps, nous avons fait plier la direction. Et puis, surtout à cause de l'unité qui s'en est dégagée. Ce qui a entre autres obligé les organisations syndicales à faire elles-mêmes bloc.

—M.L. : Pourquoi une plus grande mobilisation pour cet-

te grève que pour celle du 27 septembre?

—J.-M. : A cela plusieurs facteurs. Le premier est purement local. La longue grève des bateliers nous a durement touché, ce qui s'est ressenti le 27.

Ensuite, la grève du 27 est apparue comme une grève fourre-tout. On en a ras-le-bol des actions de faible durée (24h), donc inefficaces... et puis, était-elle quelque peu électoraliste : on vote pour les C.E. le 10 octobre.

—M.L. : N'est-ce pas une grève inefficace, étant donné que vous n'avez rien obtenu?

—J.-M. : Bien au contraire. Je crois que cette action est assez significative. Il me semble que nous avons volontairement limité notre revendication (abrogation des mesures), alors que nous savons que ce qui est en cause ce

sont les conditions de travail, les investissements, etc. Parce que là-dessus, nous pouvions maintenir notre unité et gagner. Pari tenu.

Il faut voir en assemblées générales les réactions des copains. Elles sont très négatives face à toute politisation et à toute sectorisation du mouvement ; mais très positives face à toutes mesures allant dans le sens de l'unité. Une contradiction cependant : alors que cette grève était spontanée, alors que la mobilisation et la participation étaient fortes, il y a eu peu de remise en cause de la délégation de pouvoir. En gros, c'était «faisons confiance à nos délégués, tout en les contrôlants», bien sûr.

—M.L. : Parlons de l'attitude des organisations syndicales...

—J.-M. : Alors rapidement. Il existe au dépôt trois organisations syndicales : C.G.T., C.F.D.T. et F.G.A.A.C. (autonomes). Nous avons vu pour la première fois (élections obligent!). La FGAAC est restée ferme sur le refus. En assemblées générales, contre tous débordements ; la C.G.T., organisation majoritaire, s'est faite rabrouer lorsqu'elle a voulu mettre sur le tapis le contrat de plan, la politique des transports... et quand elle a voulu ramener la couverture à elle. La CFDT, elle, a joué le jeu. Mais le plus important pour moi, c'est que ce sont les gars en assemblées générales qui ont imposé la nécessité de l'unité.

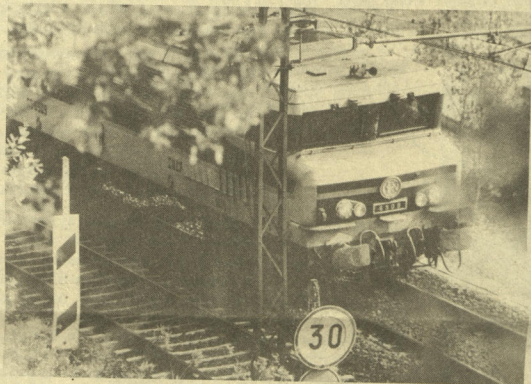
—M.L. : Et en conclusion?

—J.-M. : Elle est simple. Des négociations tant régionales que nationales doivent s'ouvrir. Rien n'est joué. Nous restons sur le «pied de guerre». Ce que je crains, c'est que la S.N.C.F. joue la division, région par région. Et puis, il faut le dire, les problèmes cruciaux — effectifs, conditions de travail — sont toujours sur la table.

C'est après environ cinq heures de négociations, le mardi 1er octobre, que les fédérations de cheminots C.G.T., F.G.A.A.C., C.F.D.T. F.O., C.F.T.C. et C.G.C. sortiront du siège de la Celles-ci déclareront être très satisfaites du recul de la direction. Il n'en est rien. L'action des conducteurs s'est soldée par un semi-échec. En effet, ceux-ci n'ont pas obtenu l'abrogation des mesures. Tout du moins, seule la forme décidée par la direction de la S.N.C.F., relative à la présence d'un chef de dépôt et d'un ingénieur est annulée.

Dès le 18 octobre, soit une semaine après les élections aux comités d'établissements, des négociations s'ouvriront avec les syndicats pour examiner les modalités des contrôles supplémentaires des connaissances en matière de sécurité, et d'ici la fin de l'année une autre entrevue est prévue sur les problèmes de sécurité.

DOMINIQUE GR. DE ROUEN



## EDUCATION NATIONALE QUELLE DECENTRALISATION ?

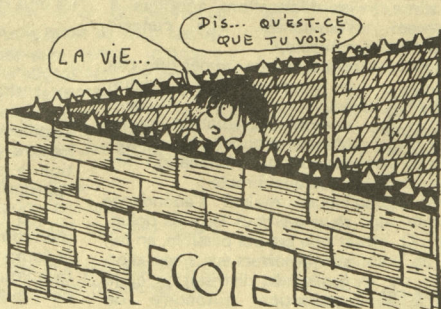
Courant octobre on vote dans les écoles, les collèges et les lycées. Parents et enseignants élisent leurs représentants au sein des structures locales qui ont pris une importance accrue.

En effet, la loi sur la décentralisation modifie le mode de responsabilité dans l'école : l'Education nationale est toujours responsable de ses personnels et des programmes qui demeurent nationaux, mais elle va transférer vers les élus locaux et les parents un certain nombre de responsabilités touchant à la vie scolaire (rythmes et règlements), les projets pédagogiques, le choix des manuels, voire même la vie directe de la classe (effectifs, redoublement, classe de nature) : est-ce à dire qu'enfin les parents, les enseignants travailleront conjointement à la vie éducative de l'école?

### AU NIVEAU DU PRIMAIRE

Les parents sont mieux représentés dans les conseils d'école. Mais leur rôle est codifié, institutionnalisé, statufié. De plus, ces conseils d'école seront chapeautés par des conseils de secteur qui auront un rôle primordial dans la vie de la circonscription scolaire. Ces conseils regroupent plusieurs collèges et les écoles. Au sein de ces conseils, les enseignants et les parents sont largement minoritaires. Ils auront à coordonner les projets éducatifs, les rythmes scolaires. C'est une porte largement ouverte à la sélection, à l'élitisme républicain : en effet rien n'empêche à l'avenir ces conseils à remanier la carte scolaire en fonction de ses désirs et non en fonction de la réalité scolaire.

On sait que la droite s'est mobilisée pour s'opposer à la nationalisation des établissements privés au nom du caractère propre de ces établissements. Et n'est-ce pas tendre à une pratique similaire en installant des conseils de secteur qui auront un droit de regard et organiseront la vie scolaire des établissements de la circonscription. N'est-ce pas une remi-



se en cause directe des commissions administratives paritaires qui pouvaient contrecarrer les projets de l'administration dans la mesure où les représentants du personnel et les syndicats y sont largement représentés?

Ces conseils de secteur où l'administration et les élus sont majoritaires vont devenir les véritables centres de décision même si l'Education nationale détient seule le pouvoir de nommer des enseignants ou de fermer des classes. Ce conseil, au nom du particularisme local, infléchira la vie des établissements sans pour autant que la représentativité des parents soit accrue ou leur donne un rôle déterminant.

### AU NIVEAU DU SECONDAIRE

Les conseils d'établissement deviennent de véritables conseils d'administration qui régissent la vie pédagogique de l'établissement. De plus, un «conseil de perfectionnement et de la formation professionnelle» est créé dans les collèges et les lycées. Il a pour but de coordonner les activités sociales et professionnelles de l'établissement avec les patrons

et les chambres de métier. Pour conclure rapidement, la décentralisation enlève toute ambiguïté à la loi Guermeur : dorénavant les communes sont dans l'obligation d'assurer le financement du privé.

### LA DECENTRALISATION POUR QUOI FAIRE ?

Ne nous y trompons pas, personne dans la caste politique ne touchera à cette loi. La décentralisation est la clé qu'attendaient les notabilités locales, les chambres patronales pour affirmer leur politique dans l'école. Les enveloppes budgétaires se rétréciront comme des peaux de chagrin. Insidieusement bercé par le musellement syndical et l'inertie du milieu enseignant (au même titre d'ailleurs que l'ensemble des travailleurs touchés par la crise et l'insécurité réelles de l'emploi) une pratique autoritaire s'affirme dans les écoles.

Aujourd'hui, la lutte des classes se réaffirme malgré les risettes des uns et des autres et c'est la classe possédante qui avance ses pions : l'école en est un exemple type. Il est temps de faire le point : le présent n'a rien de réjouissant. Le désintérêt que rencontre cette montée de l'autoritarisme nous mène au pessimisme, à moins que l'on réfléchisse sérieusement à la situation de l'école sans la sortir de son contexte social, en enlevant des œillères qui nous interdisent de voir que les avancées de la bourgeoisie dans les préaux scolaires seront demain dans les entreprises.

La décentralisation est à l'école ce que la flexibilité de l'emploi est à l'entreprise. Faire le point, remettre les pendules à l'heure, c'est clamer haut et fort que l'utopie ce n'est pas l'école autogérée mais bien l'école muselée, esclave de l'opinion publique, liée aux intérêts du patronat. L'utopie, c'est gérer au nom du réalisme économique l'échec scolaire, au lieu de le modifier.

CHRISTINE TEISSIER

## LA GUERRE DES HYENES

Les temps sont durs pour Le Pen. Après le vent de révolte qui souffle depuis quelque temps au sein du Front national, où des militants remettent en cause l'«autoritarisme et le manque de démocratie au sein du parti» (ben, tiens!), voilà le coup de poignard dans le dos. Un traître, c'est toujours un ami! Jean-Maurice Demarquet, vieille ordure et ex-frère d'armes de Le Pen dans tous les coups tordus de l'extrême droite depuis 1955, vient de balancer tout le linge sale sur la place publique, dans une interview au «Monde» (1).

Tout y passe : les tortures en Algérie que Le Pen refuse d'assumer (alors que Demarquet en est fier, lui...), le racisme, l'accusation à peine voilée de meurtre sur la personne de Hubert Lambert, «pochtron» facho et héritier des Ciments Lambert, qui fit avant de mourir de Le Pen son légataire universel. Demarquet laisse entendre que Le Pen lui aurait un peu forcé la main, profitant de son état physique lamentable, en le poussant à picoler un peu plus, entre autres (Lambert est mort de cirrhose éthylique). Sans oublier la haine de Le Pen envers les juifs, soigneusement camouflée dans ses propos (ha bon?), etc.

Pas gentil, ça! Surtout à quelques mois des législatives. Surtout alors que commence une «semaine Le Pen de France-Inter à Antenne2, pour finir au Bourget à la grande messe des Bleu, blanc, rouge ; fête des fronts bas,

des cervelles malades et des crânes rasés... Notons au passage qu'à part deux pétards d'Action directe, presque personne ne s'est mobilisé contre cette vague de publicité nauséabonde... Preuve, s'il en fallait encore, de la banalisation totale des théories fascistes et racistes. De quoi dégueuler, vraiment! (2)

Evidemment, Le Pen nie tout, comme on commence à en avoir l'habitude... Il braille qu'il va traîner tout le monde, Demarquet et journalistes qui l'écotent, en procès... air connu! De fait, si l'on peut se réjouir de les voir se bouffer entre eux, et rester spectateurs à compter les points, il est tout de même bizarre que cette violente campagne anti-Le Pen soit déclenchée maintenant précieusement.

L'interview de Demarquet, n'étant pas justifié par l'ac-

tualité, arrive un peu comme un cheveu sur la soupe... ou comme une commande! Qui est derrière tout ce cirque? Le R.P.R., afin de diviser un parti qui le gêne électoralement parlant? Les activistes purs et durs du F.N., espérant affaiblir Le Pen et reprendre un peu d'initiatives au sein du parti, jugé trop «mou»? Le gouvernement qui, après avoir soufflé dans le cul de Le Pen pour le faire grossir artificiellement à des fins de manœuvres politiciennes de bas étage (diviser la droite «traditionnelle» et faire passer ses mesures anti-immigrés), a décidé que cela suffisait et qu'il faut dégonfler la baudruche du spectre «fasciste»?

Ne criions pas trop vite victoire! Les idées du F.N. sont mille fois plus nocives que son chef et elles, pour l'ins-

tant, rien ne les freine! C'est là qu'est l'oeuf du serpent qu'il faut écraser par la contre-information, la propagande antiraciste et la lutte pour l'égalité!

GIL  
GR. LIBERTAD

## VIVEMENT LA GAUCHE AU POUVOIR

Un projet baculé pour cause d'élections qui les poussent au cul : la réforme de l'instruction judiciaire. Le principe de Baudinier est simple. Les juges d'instruction pourront statuer à trois au lieu d'un seul. C'est un progrès pour les libertés individuelles se sont écriés les socialistes et les communistes approuvés en cela par le Syndicat de la magistrature. Quant aux «faux derches» de la droite - Chirac s'est dit favorable à la dite réforme - ils se sont abstenus ou sont allés dormir (il y avait six députés à l'Assemblée nationale ce jour-là). Il ne faut surtout pas qu'on puisse dire qu'il y a eu trop de points d'accord avec la gauche lors de la législature actuelle ; on ménage l'extrême droite que l'on peut. Et comme la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a, Chirac-la-brillantine ne peut nous offrir que sa veulerie et sa bassesse.

Il semble que ce nouveau projet soit directement inspiré de la lamentable affaire Grégory dans laquelle le juge d'instruction s'est embourbé jusqu'aux yeux, la presse s'empressant de lui appuyer sur la tête. Cette pantalonnade fut le révélateur et l'inspirateur de cette réforme. Ainsi, au nom de la liberté individuelle - c'est eux qui le disent! - il faudra maintenant trois juges pour jeter un suspect en prison. La gauche manie le paradoxe avec une habileté rare. Passons...

Plus grave et plus symptomatique encore, c'est la transformation du statut des agents de police. Ces braves gens méchants sont désormais investis d'un nouveau pouvoir et peuvent à présent se prévaloir d'une nouvelle fonction : celle de procéder aux arrestations ou de procéder à une fouille complète sans demander la permission du chef. C'est eux qui ne doivent pas être contents! Ce statut d'officier de police judiciaire reconnu à n'importe quel C.R.S. doit faire rêver Peyrefitte qui n'a jamais osé cela. Et pourtant ça marche! Alors pourquoi se gêner...

JEAN-PIERRE



## LES ESPERANTISTES EN CONGRES

Amersfort, petite ville hollandaise, proche d'Utrecht, accueillait cette année, du 27 juillet au 3 août les participants du 58e congrès de S.A.T. Les travaux de ce congrès revêtaient une particulière importance dans la mesure où il est impératif que

«l'espérantisme ouvrier» trouve les moyens de s'insérer dans la société contemporaine et puisse peser sur les événements.

Ces préoccupations dépassent largement l'espace de temps dévolu à un congrès d'une semaine, mais elles se

reflètent partiellement dans les déclarations adoptées à l'unanimité. «Le congrès constate,

- que lors de l'année dite «de la communication» aucun gouvernement n'a vraiment favorisé une solution équitable et rationnelle du problème de communication linguistique directe ;

- que, malgré l'abondance dans les pays les plus riches, il n'a pas été possible, en raison de divers égoïsmes, d'organiser la distribution et la production autonome de nourriture dans les régions où règne la faim ;

- que la course aux armements entre les blocs dominants freine, et même entraîne une régression mondiale du progrès social ;

- que l'oppression et l'exploitation trouvent un puissant soutien dans diverses formes de racisme et d'intolérance ;

- que l'inégalité et la discrimination provoquent une lutte pour l'autonomie et conduit à des conflits auxquels il est difficile de mettre un terme ;

- qu'en dépit du droit de chacun au travail et à l'autonomie économique, des hommes sont brutalement mis dans des situations humiliantes de chômage et de mi-

sère, même dans les sociétés les plus riches.

«Le congrès pense, - que seule l'adoption d'une langue anationale (non nationale) éliminera le chaos linguistique et évitera un grand gaspillage ; l'espéranto s'est montré pour ce but la solution la plus viable et la plus appropriée ;

- que l'élimination de l'exploitation et l'accélération de la formation de base pour les techniques de l'agriculture, de l'industrie et des transports aideront à vaincre la faim ;

- que l'arrêt de la course aux armements et l'accroissement des contacts à travers les frontières amorceront un processus qui, pas à pas, permettra de créer une situation dans laquelle les guerres ne seront plus inévitables ;

- que l'éducation doit éliminer les bases de l'oppression et de l'exploitation, telles que le racisme et l'intolérance ;

- que l'égalité des droits économiques et sociaux est indispensable ;

- que l'éducation et l'enseignement doivent être orientés vers l'acceptation d'une juste division du travail et de son produit.»

Le congrès regroupait plus de 200 participants de 13 zones linguistiques et la Chine populaire y était représentée pour la première fois.

Le 59e congrès, qui aura lieu du 2 au 8 août 1986, revêtera également une importance exceptionnelle et doublement symbolique. En effet, il se tiendra à Barcelone (à Sant Cugat del Valles exactement).

C'est la première fois depuis 52 ans, depuis le congrès de 1934 à Valence, qu'une assemblée internationale de S.A.T. se tiendra en Espagne, et précisément au moment du cinquantième de la révolution espagnole! C'est dire s'il doit représenter un attrait remarquable pour les libertaires espérantistes du monde entier, dont une partie se retrouvera à ce moment-là. Et c'est également une bonne occasion pour apprendre l'essentiel de la langue internationale. Il vous reste une petite année... A l'année prochaine à Barcelone!

YVES PEYRAUT

Rappelons que toute information sur le mouvement espérantiste ouvrier peut être demandée à S.A.T., 67, avenue Gambetta, 75002 Paris.

## CLAUDE SIGALA NOUS ECRIT

Je suis en prison pour être revenu au Coral! Voilà trois ans que cette affaire a éclaté. En France : trois ans d'humiliation, d'injustice, d'attaques face à notre alternative qui est unique en Europe. Invité en Hollande, en Yougoslavie, en Italie, en Angleterre, au Congrès mondial de l'enfance au Brésil, au Québec, à l'Île de la Réunion, en Israël, partout nous disons que la différence, son identité, doit être respectée et non pas parquée, enfermée dans des institutions.

Que se passe-t-il? A qui font peur les Lieux de vie? Toutes les personnes coupables impliquées dans des affaires similaires depuis 1982 ont été jugées il y a bien longtemps. Suis-je un symbole? Je demande simplement que justice soit faite, afin que je puisse démontrer aux yeux de tous mon innocence. Il n'y a aucun secret et rien à cacher. Toutes les personnes qui sont passées au Coral le savent pour l'avoir vécu concrètement.

Maintenant, cela suffit! Il faut que la démocratie agisse sinon il n'y a plus qu'à commettre des actes désespérés. Que vous si vous aviez votre père, votre mari, votre frère, votre fils emprisonné uniquement sur des mensonges?

Je ne demande rien d'impossible. Simplement la justice. Et qu'on me laisse continuer, avec les miens, ce que j'ai entrepris depuis 10 ans. Je compte sur vous.

CLAUDE SIGALA

Claude Sigala, numéro 225.215 Z, D1/134, 42, rue de la Santé, 75674 Paris cedex 14.

# LA SECURITE SOCIALE A 40 ANS UN ANNIVERSAIRE PREOCCUPANT

*La Sécurité sociale serait une des conquêtes ouvrières arrachées de haute lutte et qui tient en respect pendant un temps l'adversaire. Certes, rien n'est jamais acquis. Les risques sont immenses que soit démantelé un jour ou l'autre ce que les organisations ouvrières ont obtenu dans une conjoncture favorable.*  
Henri Hatzfeld (1)

Quarante ans, aujourd'hui, c'est le bel âge! Dame Sécurité sociale, bien qu'elle ne se soit pas complètement épanouie, a encore des attraits certains puisque, à droite et à gauche, il ne manque pas de beau monde pour vouloir la violenter. C'est bien pour quoi ce quarantième anniversaire ne peut être célébré comme il conviendrait en raison des perspectives d'avenir, inquiétantes.

Déjà malmenée en 1967 lors des fameuses ordonnances du gouvernement de Michel Debré, elle n'a cessé d'être harcelée et, bien que défendue par des forces honnêtes quoique intéressées, sa résistance faiblit.

Il y a ceux qui, sans détours, parle de la culbuter carrément. D'autres déclarent, la main sur le cœur, qu'ils ne veulent pas y toucher, que leurs intentions sont pures; mais leurs agissements hypocrites et répétés visent à la laisser sans défense aucune lors de l'estocade finale.

## QUESTION DE FINANCES

Les forces malignes qui s'emploient à dénigrer la Sécurité sociale ont réussi à créer dans l'esprit de la plupart des gens une espèce de réflexe de Pavlov, car ces deux mots: «Sécurité sociale» sont immédiatement associées à «déficit», à «personne assistée». Or, et Alain Sauvage l'a bien démontré dans son article paru dans le «Monde libertaire» du 12 septembre 1985 («S.O.S. Sécurité sociale»), il n'y a pas de déficit pour le régime des salariés; ce sont les ponctions opérées sur ce régime pour couvrir les pertes, réelles celles-là, des régimes spéciaux des non salariés (artisans, commerçants, professions libérales...) qui le mettent en déséquilibre. Les gouvernements de droite n'ont jamais voulu ajuster les cotisations; dame, ces classes moyennes sont leurs mandants! Quant à la gauche, elle n'a sûrement pas eu le temps d'y penser! Enfin, répétons, puisqu'il le faut, que l'Etat en tant que tel c'est-à-dire pas en tant qu'employeur ne participe que très peu au budget de la Sécurité sociale. Ce budget, énorme effectivement,

n'est pas voté par le Parlement, il est alimenté par les cotisations des «assujettis». D'autre part, affirmer, faire croire que celui qui reçoit des indemnités de la Sécurité sociale est un assisté, avec tout ce que ce terme a de péjoratif, est un mensonge éhonté. Car celui qui bénéficie de la Sécurité sociale et, parfois, en plus, des services d'une mutuelle, est un assuré; il a payé des cotisations, il a donc acquis un droit. Cette propagande n'est pas innocente, elle fait partie de la vaste offensive engagée par les tenants de l'ultra-libéralisme contre les systèmes sociaux pour que ceux-ci soient supplantés par des organismes à but lucratif, telles les compagnies d'assurance.

Il n'en reste pas moins que deux millions cinq cent mille chômeurs en moyenne, pendant des années, c'est une situation qui ne peut pas ne pas avoir des conséquences financières, aussi bien sur les régimes qui couvrent la maladie que sur les régimes de retraite. Le manque à gagner en cotisations est considérable. Mais c'est justement en période de crise que la solidarité générale apportée par la Sécurité sociale doit être préservée.

## LA GENESE ET LE DEVELOPPEMENT

Mise en gestation au cours de la guerre de 1939-1945 par le Conseil national de la résistance, qui s'appuyait sur les travaux d'une commission créée en Grande-Bretagne, en 1941, pour jeter les bases d'un organisme de prévoyance sociale pour la population anglaise (plan Beveridge, tenue sur les fonds baptismaux par le ministre communiste Ambroise Croizat, la Sécurité sociale est née le 4 octobre 1945 par ordonnance du gouvernement du général de Gaulle, issu de la Résistance.

Toute la population devait être englobée dans un système simple et unitaire qui, dans un avenir proche de sa création, aurait dû couvrir la totalité des dépenses de santé des assurés «sociaux», terme impropre mais consacré par l'usage. Ce système de protection sociale obligatoire comprenait:

- l'assurance contre la maladie;
- l'assurance contre les accidents du travail;
- l'assurance vieillesse;
- les allocations familiales;
- la prévention des maladies et des accidents.

Le chômage n'a pas été pris en charge par la Sécurité sociale, con-

trairement à ce qui existe dans plusieurs pays de la Communauté économique européenne.

L'unité ne put se faire. Différents groupes professionnels voulurent conserver leur caractère particulier et les avantages qui s'y rattachent; ce fut le cas entre autres des mineurs, des cheminots, des cadres. Les classes moyennes ne voulaient pas participer à une institution considérée comme faite pour les ouvriers. Chaque groupe créa donc son propre régime. Cependant, peu à peu, devant les réalités financières implacables, ces régimes finirent par entrer dans le giron de la grande institution. Il a fallu attendre 1980 - trente-cinq ans - pour que, pratiquement, il ne reste plus personne en dehors de la Sécurité sociale. Seulement, les ajustements indispensables n'ont pas été faits, ces régimes spéciaux sont restés défici-

On aura remarqué que les mots «libre» et «liberté» sont largement utilisés. Liberté pour le patronat d'exploiter sans entraves les travailleurs, cela va de soi. Il ne manque pas en ce moment d'éminents esprits «modernes» pour affirmer sentencieusement que dans cette période de crise, de modernisation rapide, de concurrence sauvage, la lutte des classes, le syndicalisme, c'est «ringard». Le patronat, lui, est résolument tourné vers l'avenir lorsqu'il exige à cor et à cri de recouvrer son absolutisme dans son entreprise, pourtant peu entamé; plus de syndicats, plus de conventions collectives, plus rien pour entraver sa liberté du travail. Vive le XIXe siècle!

Contre le credo du libéralisme: chacun pour soi, chacun contre tous, nous avons à défendre une prévoyance de type solidariste, qui re-



taires, et les trous sont comblés par le régime général des salariés.

Quant au remboursement intégral des dépenses de soins prévu, chacun sait ce qu'il en est advenu; tous les gouvernements, avec plus ou moins de «bonheur», se sont employés à réduire les prestations tout en augmentant les cotisations.

## QUEL AVENIR?

Mais voici que les héros du libéralisme font sonner leurs trompettes de triste renommée de plus en plus fort. On fustige le système de protection sociale obligatoire, on culpabilise les travailleurs, qui dépenseraient trop pour leur santé. On propage la crainte en prétendant qu'il deviendra impossible dans un avenir proche de continuer d'assurer les dépenses de soins et de payer les retraites. Une seule solution: le recours aux compagnies d'assurances! Car, disent ces beaux messieurs, il faudra bien un jour remplacer la Sécurité sociale; ils ont un projet: « Paiement direct aux salariés du salaire total, part patronale comprise, pour les mettre en obligation de gérer eux-mêmes leur protection; liberté de s'assurer pour ceux dont les revenus sont supérieurs à un certain plafond; en dessous du plafond, assurance obligatoire pour les gros risques avec le libre choix de l'organisme assureur; libre choix du montant des primes et des cotisations; paiement direct et liberté des tarifs médicaux; liberté d'installation; émission de chèques sociaux comme moyen de paiement des soins et cotisations payés par l'Etat pour l'assistance aux personnes en difficulté. »

jetée l'assistance comme la charité chrétienne. Cette prévoyance que la Sécurité sociale assure tant bien que mal, plutôt mal que bien mais assure tout de même, avec la mutualité en renfort, n'est «pas une prévoyance que chacun mène à sa guise. C'est une prévoyance des hommes ensemble, s'efforçant ensemble de résoudre leurs problèmes communs».

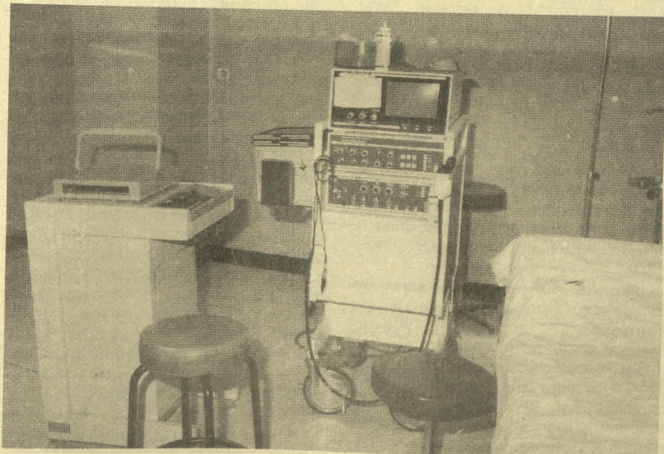
Pour conclure, je dirai comme Henri Hatzfeld dans sa remarquable intervention au XXXIe congrès de la Fédération nationale de la mutualité française (Lyon, 31 mai au 2 juin 1985): «Nous pouvons tirer deux idées de ce thème de la solidarité obligatoire. La première, c'est que la solidarité, ce n'est pas seulement une affaire de bons sentiments ni de bonne volonté. La solidarité, c'est la capacité des sociétés humaines de créer et de faire fonctionner des institutions efficaces.»

La deuxième considération, c'est que la protection sociale ne peut pas être considérée comme un produit comme un autre ni que ça peut s'acheter et se vendre. «Ses enjeux ne peuvent pas être laissés aux lois du marché, à la richesse des uns et à la pauvreté des autres.»

En ce quarantième anniversaire, il n'y a donc pas lieu d'allumer les lampions. Dans le domaine de la protection sociale comme dans ceux de l'emploi, du niveau de vie, des questions raciales, etc., la bataille s'annonce rude. On peut se fortifier en se rappelant qu'on en a vu d'autres!

ANDRÉ DEVRIENDT

(1) Henri Hatzfeld, «Du paupérisme à la Sécurité sociale». H. Hatzfeld est sociologue, professeur à l'université de Nancy II.



## MOURIR A FRANCFORT

Non, il n'était pas une vedette. Beaucoup mieux que ça : il était un de nous. Et, tout comme Fernando Peirera, photographe du «Rainbow Warrior» il n'avait jamais rêvé de devenir un jour un martyr.

Günter Sare vivait et travaillait dans le quartier prolétaire de Francfort, surnommé «Kamerun» à cause de sa composition multiraciale. C'est là aussi qu'il militait depuis une quinzaine d'années déjà : solidarité avec les immigrés, construction d'un lieu de rencontre internationale libertaire ; mais aussi manifestations contre Axel Springer, contre la spéculation immobilière, occupations de maisons. Günter était partout, fidèlement. Mais les temps changeaient, beaucoup de ces militants des années 70 abdiquaient, se rangeaient, cherchaient leur bonheur chez les Verts. Ni cette «voie parlementaire» ni d'autres compromis n'allaient à Günter. Sa seule fonction «officielle» : membre du collectif qui préside le centre de jeunesse autonome à Francfort-Bockenheim. Son métier : menuisier. Il avait 26 ans.

Samedi 28 septembre, Günter participait à une manifestation dans son quartier contre une réunion préélectorale du N.P.D. (néo-nazis). La police contre-attaquait avec cette violence provocatrice qu'on peut observer à l'occasion de chaque manifestation contre des réunions de néo-nazis. Banal. Moins banal, qu'un véhicule autopompe se soit jeté ce soir-là —il était 20h52 exactement— sur Günter et l'écrasait sans façon ; que les deux étudiants en médecine qui voulaient secourir le moribond, baignant dans son sang, furent empêchés par la police d'apporter du secours et recevaient à leur tour des coups ; que le Samu, appelé, n'ai pu passer ; que la sœur de Günter fut interrogée brutalement par la police sans qu'on lui ait soufflé mot de la mort de son frère. Que, finalement, aucune explication n'ait été donnée de la part de la police. Un peu après 21h, Günter mourrait sur le trottoir, pendant que ses assassins repartaient tranquillement.

Cela nous rappelle deux événements, devenus entre temps, historiques. D'abord l'assassinat de l'étudiant Benno Ohnesorg le 2 juin 1967 pendant une manifestation contre la visite du shah d'Iran à Berlin par le policier Karl Kurras. Kurras fut acquitté et continua son service, bien que sous une autre identité, par précaution. Cet assassinat déclencha, entre autres, le Mouvement du 2 juin et la guérilla urbaine. Deuxièmement : l'attentat contre Rudi Dutschke, tête du mouvement extra-parlementaire d'étudiants, le jour de Pâques 1968 en plein Kurfürstendamm (les Champs-Élysées de

Berlin) par un fervent lecteur du «Bild Zeitung» d'Axel Springer ; lecteur qui avait bien compris la leçon. Ce qui déclenchait la révolte des étudiants et faisait passer l'étincelle à Paris en mai 68. Et après la mort de Günter Sare?

Göttingen : manifestations violentes, incendie d'une grande surface. Freiburg : saccage de multiples bâtiments officiels et administratifs du centre ville, banques, magasins... beaucoup de dégâts. Munich : manifestation avec flambeaux au centre ville, attaques contre des véhicules de police. Hanovre : saccage de banques, assurances et halls de jeu ; slogan : «Francfort, Brixton, Transvaal : Bullen morden überall!» (Francfort, Brixton, Transvaal : des flics assassinent partout). Münster-Hiltrop : attaque contre une école supérieure de la police. Wuppertal : incendie d'un commissariat, saccage d'une voiture de police. Nuremberg : grande manifestation. Erlangen : manifestation et bombages du tribunal. Berlin : manifestations monstres, d'abord au Kurfürstendamm, ensuite dans le quartier de Kreuzberg, avec barricades dans la rue, voitures renversées, nombreuses arrestations... Francfort même depuis, n'a pas retrouvé son calme.

Premières conséquences politiques : à Francfort, les Verts de Hesse —dont Francfort est la capitale— ont spontanément ajourné leurs négociations de coalition avec les social-démocrates, réclamant des explications.

Comme les choses se ressemblent! Comme on retrouve toujours les mêmes structures et les mêmes personnages! Quelques jours seulement se sont passés depuis l'enterrement pompeux d'Axel Springer, requin de la presse allemande, avec la participation du président de la R.F.A. Qui ne se rappelle pas des funérailles nationales de Hans Schleyer, le «patron des patrons» allemand, ancien S.S. et criminel de guerre, avec participation du président et du chancelier... pendant que, presque le même jour, une poignée de jeunes, entourée par des centaines de flics, pleuraient devant les tombes de Baader, Raspe et Gundrun Enslin, assassinés à Stammheim. Comme la boucle se boucle!

Günter, ce soir-là, après la manifestation, voulait se joindre ensuite à une fête de solidarité avec des ouvriers étrangers. Lieber Günter, une fleur, une pensée pour toi. Et notre courage.

DAGMAR



## LA CANAILLE DE L'EST EST REPARTIE

Il est reparti avec ses boniments. Il remporte avec lui le froid de son regard fabriqué à l'école de l'Est et du mensonge, ses discours sur la paix qui n'ont trompé que les gogos de la place du Colonel-Fabien et son cynisme, bien réel celui-là, qu'il n'arrive même pas à masquer quand la question des droits de l'homme lui est posée.

### UN VOYAGE POUR RIEN

Gorbatchev était venu en France vendre sa sauce pourrie. Le pacifisme qu'il affiche n'est nullement pour lui et pour son Etat-monstre une fin en soi. Ce n'est qu'une monnaie d'échange qu'il voudrait placer à l'Europe de l'Ouest, dans un marché de dupes auquel elle n'a aucun intérêt véritable.

Mitterrand, avec ses grands airs d'un président français qui ne s'y est pas laissé prendre, a simplement été dans cette histoire le jouet des deux «super grands» qui ont choisi son palais pour commencer leurs négociations.

Toute la France politique s'était mise en émoi pour l'occasion, et Gorbatchev est reparti sans rien laisser sur ses traces, mais en ayant donné le ton des futurs entretiens qu'il aura en novembre avec Reagan.

Tout ce qui préoccupait la majorité des Français a été habilement éludé, et ce n'est pas pour étonner les anarchistes qui savent depuis toujours qu'il ne faut rien attendre de ces fripouilles de la haute politique. Rien sur l'Afghanistan, rien sur le problème des juifs d'U.R.S.S., rien sur les droits de l'homme, et rien pour finir sur la paix, malgré les paroles et les conjurations. Même pas un nouveau contrat commercial qui aurait permis à Mitterrand de faire un pied-de-nez au P.C.F.

Ils n'ont rien su faire d'autre que bouffer, coincer les Parisiens dans des embouteillages sans fin et nous coûter un peu plus de fric. Bons à rien! Et savoir qu'un Français repartira un de ces jours dans une fusée russe satisfaira cependant pas mal d'individus (ceux qui vivent dans une bulle et qui n'ont jamais compris ni essayé de comprendre quoi que ce soit à la misère des autres). Pendant que les Russes et les Français vont s'envoyer en l'air, brûlant à l'occasion une pluie de milliards de nos francs, c'est par millions que des hommes, des femmes et des enfants crèveront sur la terre ferme, anéantis par les armes qu'on leur aura

filées et par la faim qu'on leur aura laissée. De quoi dégueuler!

### LE JEU DES AUTRES

La France, puis après elle —il faut s'y attendre!—, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie sont voués clairement à devenir cette chambre de passes dans laquelle les chefs de l'Union soviétique et des Etats-Unis vont s'appliquer à organiser la menace permanente. Le progrès est encore cette fois-là le prétexte à ces tractations de bas étage, un progrès qui permet d'essayer d'oublier un arsenal nucléaire déjà suffisant pour faire péter la planète, mais un progrès qu'on peut encore utiliser à pousser la surenchère, rien que pour le profit, rien que pour renforcer les super Etats.

Chambres de passes, les pays de l'Europe de l'Ouest sont aussi des témoins passifs et complaisants, des miséreux à la quête de quelques miettes et qui finissent par en oublier que les intérêts que jouent l'U.R.S.S. et les Etats-Unis vont justement à l'encontre de leurs peuples et qu'ils en seront les premières victimes.

Ce n'est pas un axiome. Le terrain de la guerre froide, c'est et cela a toujours été d'abord l'Europe.

### LA LOGIQUE DE L'ETAT

Mais la logique de l'Etat est celle-ci. Monstre autonome et concurrent de ceux qu'il prétend représenter, il ne fonctionne que pour s'autoprotéger et s'autosatisfaire.

Un Etat comme la France ne coupe pas à la règle. Il participe à la compétition de ceux qui aspirent à jouer un rôle, même au risque de perdre les Français eux-mêmes. Le ballon gonfle au point d'en éclater.

Voilà pourquoi Mitterrand a reçu Gorbatchev pour n'être finalement qu'un jouet. Voilà pourquoi, durant le séjour de ce dernier, l'Etat français interdisait de manifester. Voilà pourquoi, malgré la propagande, la France n'a pas cherché à imposer à Gorbatchev de s'engager concrètement et positivement sur tout ce qui fait de l'U.R.S.S. un Etat tortionnaire.

Voilà pourquoi, et voilà comment les anarchistes crient que tous les Etats sont complices contre les hommes.

PHILIPPE  
GR. DE COULOMMIERS



## UNE EGLISE QUI SERT...

Une des plus vieilles église d'Amsterdam a attiré cet été de très nombreux visiteurs. Dans le cadre des manifestations culturelles qui vont se dérouler en Hollande sur le thème «La France aux Pays-Bas» jusqu'en 1986, la Nieuwe Kerke (construite en 1410) et qui jouxte le Palais Royal, en plein centre de la ville, a abrité en effet du 15 juin au 20 août dernier une exposition intitulée : «L'Anarchisme en France et aux Pays-Bas».

A cette occasion, on pouvait voir sur les bus et les tramways des affiches annonçant l'exposition et une brochure de 28 pages, tirée à 100 000 exemplaires a été éditée (en trois langues). Voici ce qu'on peut y lire :

«On considère souvent l'anarchisme soit comme une forme de terrorisme, soit comme un courant utopique. L'objectif de l'exposition est de montrer le rôle qu'a joué — et que joue encore — la pensée libertaire dans la vie sociale et culturelle en France et aux Pays-Bas. L'exposition met l'accent sur le syndicalisme révolutionnaire, l'antiparlementarisme et les influences libertaires sur l'art, le surréalisme en particulier.»

Quant à l'exposition elle-même (10 FF l'entrée), elle était constituée par 43 panneaux 2,20 x 1,20 avec explications en flammand, anglais et français: La plupart des documents provenaient des collections de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et certaines pièces méritaient vraiment le déplacement, en particulier une photo inédite d'Elisée Reclus, une très belle affiche en quadrichromie du Comité révolutionnaire antiparlementaire de 1910, reproduisant un dessin de Grandjean, et une immense affiche des Jeunesses anarchistes de la région parisienne : «Grévistes de juin 36, vous avez été trahis».

Quelques panneaux retraçaient l'histoire du mouvement anarchiste hollandais — assez peu connu en France, ce qui est dommage — et nous avons regretté pour notre part qu'un seul panneau soit consacré à l'actualité de la pensée et du mouvement anarchiste, ce qui nous semble largement insuffisant puisque, parmi les nombreux périodiques paraissant actuellement en France, seuls «Agora» et le «Mondolibertaire» étaient exposés.

Cependant, dans l'ensemble, l'exposition était très attrayante et a suscité un intérêt parmi les nombreux visiteurs qui se pressaient pour la voir.

HERBET

## COLLABORATION EN ARGENTINE

On connaît l'inclination de la C.G.T. à recourir à des pratiques de politique partielle et à élaborer des combinaisons étrangères à sa fonction spécifique d'organisation de défense des droits et des intérêts ouvriers, en inaugurant de nouvelles relations avec d'autres forces sociales qui sont des forces de pouvoir dans la société capitaliste au plus mauvais sens du terme. C'est ce que l'on constate actuellement dans le comportement de la centrale ouvrière et de ses dirigeants les plus connus dans ses rapports avec le gouvernement, et tout particulièrement avec l'Eglise et les entités les plus représentatives de ce qu'on appelle les «forces vives» telles que la Société rurale, la Bourse de commerce, l'Union industrielle argentine et autres du même genre.

Au cours des réunions de concertation, la C.G.T. et ces entités patronales étaient virtuellement parvenus à un accord dit «des onze points» qui fut présenté au gouvernement comme une exigence et comme une espèce d'ultimatum pour que ce dernier modifie son orientation économique. L'idylle et l'harmonie entre exploités et exploités avait progressé si spectaculairement que, lors de la grève et de la mobilisation de la C.G.T. pour sa manifestation du 23 mai dernier, celle-ci fut bien près d'obtenir l'adhésion et la solidarité des entrepreneurs dans cette tentative de paralysation de l'activité. Ce

qui aurait été réellement digne de figurer dans une anthropologie de la cohabitation fraternelle entre opprimés et oppresseurs.

Le même spectacle nous est présenté dans les relations C.G.T.-Eglise : sublime dévotion rassemblant dirigeants ouvriers et hiérarchie religieuse, qui a culminé avec l'audience spéciale que le Pape accorda aux membres du conseil de la C.G.T. qui firent spécialement le voyage de Rome, tandis que Ubaldo faisait le déplacement depuis Genève où il assistait à une conférence de l'O.I.T. en tant que délégué ouvrier désigné par le gouvernement argentin.

En ce qui concerne les relations C.G.T.-gouvernement, tout en reconnaissant l'habileté et l'astuce avec lesquelles les dirigeants ont agi en spéculant sur les faiblesses, les maladroites et les incohérences du gouvernement dans l'appréhension du problème syndical, il est évident que les résultats obtenus (restitution de l'immeuble de Azopardo, reconnaissance du droit pour la C.G.T. de désigner les délégués à l'O.I.T., promesses de restitution des œuvres sociales) n'apportent aucune amélioration à la grave situation de la classe ouvrière. Tout cela ne servira qu'à augmenter le pouvoir de coercition et de chantage des dirigeants syndicaux sur le gouvernement, sur la société et sur leur propre parti politique, le parti péroniste. Ils s'agitent beau-

coup dans les luttes internes du parti, faisant valoir leurs résultats et l'espace politique ainsi conquis pour imposer leurs directives, réclamer des fonctions et des désignations sur les listes des candidats au Parlement et autres fonctions politiques.

En résumé, nous assistons à une activité couronnée de succès sur le plan politique, mais absolument aucun résultat appréciable sur le terrain des améliorations et des conquêtes ouvrières. C'est un pas de plus franchi dans la subordination politique de la centrale ouvrière, convertie de plus en plus en instrument des ambitions personnelles, en champ de calculs électoralistes. Ses dirigeants ne cherchent qu'à être reconnus comme une force qui entend partager le pouvoir de gouverner la société avec un total mépris pour les salariés considérés comme une simple masse de manœuvres.

Nulle organisation n'est plus éloignée d'un type de syndicalisme sain, d'un mouvement ouvrier capable de prendre des décisions autonomes et indépendantes de tous les pouvoirs et de tous les gouvernements, sans complicité aucune avec les représentants d'un système social qui perpétue l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination politique dans la société.

Traduit de «El Libertario» organe de la Fédération libertaire d'Argentine

à une politique de plein emploi (...).

### LES PRINCIPALES MODIFICATIONS

Il est proposé que l'échelle mobile ne soit plus appliquée que tous les semestres au lieu de tous les trimestres. Le but est unique : provoquer le ralentissement du mécanisme pour en arriver à sa disparition.

Il est proposé un plafond de 600 000 liras pour une indexation à 100% tandis que le reste du salaire ne serait indexé qu'à 30%. Dans ce système, il n'est pas suffisamment clair que l'automatisme garantisse que le plafond indexé à 100% soit relevé, ce qui fait courir le risque d'une disparition progressive de l'échelle mobile. De toute façon, ce qui en ressort immédiatement, c'est la fin du principe qui veut que plus le salaire est élevé et plus est élevé l'incidence de l'échelle mobile.

Ainsi est balayé ce concept qui fut à la base de l'accord de 1975 et qui considérait que l'augmentation du coût de la vie était la même pour

### VERS QUELLE POLITIQUE SALARIALE?

On tente déjà de justifier cette opération en la présentant comme la conséquence de l'échec du référendum, mais ce n'est pas vrai. En fait, ces propositions nous les trouvons déjà dans les projets des différents syndicats dans la période précédant la question du référendum. (...)

Les confédérations syndicales, pour ne pas donner l'impression d'une négociation sous le signe de la passivité, ajoutent dans le document les demandes sur la réduction fiscale et sur la réduction du temps de travail.

### LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Sur la réduction du temps de travail, on nous répète la théorie habituelle du «coût zéro». C'est un véritable bluff, parce que pour obtenir une telle réduction (on parle de deux heures), il faut assurer une plus grande productivité, une utilisation permanente des installations, une plus grande rotation et une plus grande élasticité des horaires.

Ces propositions resteront le plus souvent lettre morte, comme celle de la réduction d'une heure déjà prévue dans le précédent accord du 22 janvier, ou seront appliquées dans la mesure où le patron le voudra bien.

Il n'est pas étonnant que Cofindustria soit très intéressée à participer à ces négociations, à tel point qu'elle est disposée à payer une partie de ce qu'elle avait refusé de payer jusqu'à présent. Comme d'habitude, ils prendront tout ce qui leur est offert, et même un peu plus, et ils permettront x créations d'emplois, même s'ils savent ne pas pouvoir tenir leurs promesses.

### POUR L'UNITÉ SYNDICALE

Certains soutiennent que le fait que l'unité syndicale ait été réalisée sur cette plate-forme est déjà une victoire politique. Nous pensons que les travailleurs n'ont que faire d'une telle unité au sommet qui se fait sur le recul des conquêtes passées.

Il est très grave que les trois syndicats aient décidé d'aller négocier avec le gouverne-

ment et les industriels sans avoir soumis préalablement la plate-forme à la décision des assemblées de travailleurs, bien qu'ils aient la bouche pleine de «démocratie syndicale».

Malheureusement, nous devons regretter que le mouvement des conseils ait pour l'instant bien peu parlé de tout cela.

Il est nécessaire que les travailleurs les plus conscients s'organisent sans retard avec les travailleurs à la base pour faire échouer la ligne de compromissions et pour renverser la situation, afin que les travailleurs retrouvent la capacité à décider de leurs affaires et à lutter en premier lieu contre la bureaucratie syndicale.

Battons-nous pour que les assemblées qui se réuniront sur la plate-forme confédérale ne soient pas seulement des réunions d'information comme le veulent les bureaucrates syndicaux, mais pour qu'elles soient le lieu où se fasse sentir la volonté de décision des travailleurs.

Traduit de «Umanita Nova» organe de la Fédération anarchiste italienne

## ACCORD SUR L'ECHELLE MOBILE EN ITALIE

CGIL, CISL et UIL, les trois principales confédérations syndicales, ont trouvé en juillet, après des mois et des mois de discussions, un accord sur la plate-forme à présenter dans les négociations avec le gouvernement et les entreprises privées et publiques, pour une modification substantielle des actuels mécanismes d'échelle mobile. Pour justifier les nouveaux sacrifices qui vont être demandés aux travailleurs, on a ajouté dans le document un passage avec les habituelles propositions pour un retour



# LONDON SQUATTING

Le squatt est presque une institution en Angleterre («squatt» signifie se blottir). Déjà pendant la Première Guerre mondiale, à Glasgow, les ouvriers faisaient la grève des loyers. Après la Seconde Guerre mondiale, on comptait quarante mille squatters. La crise du logement ne cessa de s'amplifier et dans les années 70, on comptait deux cent dix mille mal-logés, alors qu'il y avait dans Londres sept cent mille logements inhabités.

A Londres, squatter repose sur une réalité, il y a de nombreuses maisons appartenant à la mairie ; mais la mairie, n'ayant pas les moyens de les entretenir, ne les loue pas. Le mouvement d'occupation prit alors un essor spectaculaire. Des droits furent plus ou moins acquis. On parla de «squatters légaux».

Depuis 1975, le mouvement a changé, les squatters sont moins nombreux, trente mille, et plus politisés. Squatter un appartement présente, certes, une volonté d'être logé gratuitement et déceimment, mais également une autre façon de vivre (voir «Avis de Recherche» numéro 3, sur les squatts).

Lorsqu'on veut squatter un appart, une maison, un immeuble, on s'aperçoit que beaucoup d'organisations peuvent apporter leur aide. Comme par exemple le Syndicat des squatters ou l'Association des squatts de Londres, qui envoient un

fascicule contenant toutes les informations dont on a besoin (articles de loi) ainsi qu'une affiche à mettre sur la porte d'entrée une fois qu'on est installé pour avertir les voisins : «Nous sommes des squatters, pas des voleurs...» Ceux qui s'occupent de ces organisations ont commencé eux-mêmes à squatter dans les années 60.

En Angleterre, il n'est pas illégal de squatter, en revanche il est interdit d'entrer par effraction. Il faut donc faire attention, s'assurer qu'il n'y a personne, s'introduire de nuit, amener un sac

de couchage, un matelas ou autre, repartir et revenir plus tard, en laissant un meuble ou autre chose pour prouver qu'on veut s'installer. Ensuite, on revient avec un verrou pour la porte d'entrée. Une fois qu'on a une serrure, que l'on est à l'intérieur, on est considéré comme habitant des lieux et on ne peut pas être chassé lorsqu'on est installé depuis plus de 24h. S'il est prévu que le logement squatté doit être vraiment loué, il y a un délai de 28 jours pour quitter les lieux. Enfin, si on squatte un même endroit pendant 12 ans, il est la propriété du ou des squatters, mais la plupart des municipalités expulsent avant les 12 ans.

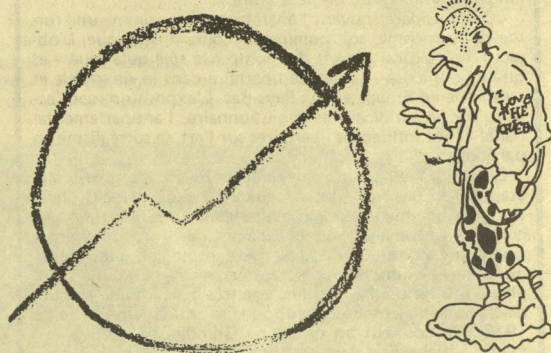
J.-P. L.

Grande-Bretagne. Face à Thatcher, à l'inflation, au chômage, à un patronat très dur, la résistance se fait plus forte, le mouvement des mineurs en était un flagrant exemple, et même si à terme, les mineurs ont perdu, ils ont montré pendant un an leur capacité à s'organiser et à lutter ; il y a également les ghettos noirs qui ne supportent plus les agressions racistes, le harcèlement des flics et qui s'organisent ou réagissent de plus en plus violemment ; le mouvement pacifiste qui organise de grandes manifestations contre les Pershings et où l'action directe n'est pas absente ; le mouvement féministe ; les punks qui se politisent, etc.

Parallèlement et de façon complémentaire existe un mouvement qui cherche une alternative, une nouvelle façon de vivre. Ils sont végétariens, ils créent des coopératives autogérées, ils squattent... et là ce n'est pas une question de mode, mais bien une question de survie, de lutte contre la misère, sans rien devoir, sans rien attendre de l'Etat.

JEAN-PIERRE LEVARAY

**SQUATTER  
MODE  
D'EMPLOI**



## INTERVIEW DE SQUATTERS

Quand tu loues, tu dépenses la moitié de ce que tu as pour vivre et cela souvent dans une seule pièce sans confort, alors que c'est un besoin élémentaire : avoir un endroit décent pour vivre, et que ce droit ne t'est pas accordé. Tu es exploité par tes propriétaires, des parasites qui se font des milliers de livres par semaine, en logeant des gens réduits à la pauvreté... et en ne faisant rien : pas de réparation, pas de confort, ils traitent les locataires comme des citoyens de seconde zone. Pourtant squatter n'est pas une alternative immédiate pour beaucoup de gens.

La plupart des squats sont des lieux où les gens changent souvent. Ici, notre squatt existe depuis deux ans et demi, on vit dans une sorte de communauté et les gens qui vivent ici ne changent pas beaucoup.

Ça vaut la peine de s'organiser pour vivre ensemble. Si tu squattes comme si tu étais locataire, sauf que tu ne payes pas de loyer, si tu ne fais pas confiance aux gens qui vivent dans la maison et si les gens avec qui tu habites ne se sentent pas concernés par la maison et les gens qui y vivent, c'est aussi bien de louer ou de vivre en hôtel.

La plus grande partie des problèmes qu'on rencontre quand on squatte, ne viennent pas des autorités mais des gens qui ont souvent des idées fausses sur les squatts. Pour eux, squatter c'est uniquement avoir un logement gratuit. Au lieu de se sentir bien avec les autres, ils vont

s'installer et prendre tout ce qu'ils peuvent pour eux, et, une fois qu'ils l'ont ils s'en vont. La chose la plus difficile, ce n'est pas le squatt mais la vie en commun.

Ici, nous vivons d'une façon assez organisée, en coopérative : tous les squatters paient 5 livres (60F) par semaine, pour faire fonctionner la maison, pour l'entretien et les Je ne sais pas si c'est un exemple typique de fonctionnement d'un squatt.

Beaucoup de squatts et de coopératives ont créé des lieux alternatifs, cafés, librairies, théâtres, lieux de concert, imprimeries, cabarets, restaurants végétariens. Beaucoup sont très bien organisés, ils organisent des soirées cabaret où deux fois par semaine, pour 30 pences (4F), on peut voir des concerts d'artistes alternatifs, de groupes alternatifs ou punks. Là où j'habite, il y en a pas mal, deux ont dû fermer, ils ont été chassés : «Le Café qui s'effondre» et «La Salle de bals» qui organisaient des concerts punks —Crass y a joué— ils se sont créés pour lutter contre les prix pratiqués dans les salles de concert classiques.

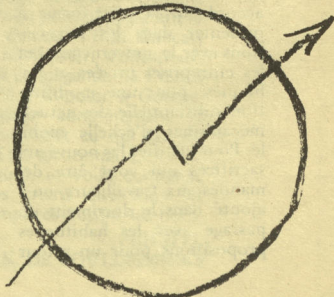
C'est toujours cette idée, que si un groupe joue pour faire partager sa musique et ses idées avec les gens, ce n'est pas nécessaire de dépenser des sommes importantes. On peut faire des choses avec peu d'argent, les groupes jouent parce qu'ils aiment jouer et ils prennent que 50 pences ou 1 livre.

Squatter nous apprend énormément de choses, tu

en retires des aides et des conseils et ça progresse avec toi, et toi tu évolues avec le squatt ou tu arrêtes de squatter. Cela dépend de ta personnalité et ça revient à réfléchir sur ta conception de la vie avec les autres. Si tu aimes partager avec les autres et si tu aimes la stimulation qu'apportent des gens différents, des idées différentes qui t'entourent, c'est super!

Nous allons bientôt être expulsés et on se pose le problème maintenant de savoir où aller, nous continuerons à squatter selon toute probabilité, une fois que tu as trouvé l'alternative au système de location ou d'achat, squatter c'est une chose facile à faire et c'est séduisant, alors notre démarche continue de façon quasi évidente. On a développé des idées au fur et à mesure de ce squatt vers un type de vie coopératif et c'est peut-être notre prochain projet : redémarrer une coopérative...

propos recueillis  
et traduits par  
A.G. LE MEUR



### UNE EXPERIENCE UNIQUE

A Norwich, une de ces villes industrielles grises, gravement touchées par le chômage, à 150 km au nord de Londres, se trouvait jusqu'en février dernier un des squatts les plus intéressants de Grande-Bretagne.

Les soixante-dix maisons d'une même rue étaient squattées par des végétariens, des pacifistes, des non-violents, des anars, des punks... s'étalant sur trois générations. D'un quartier quasiment mort et insalubre, ils avaient fait un lieu de vie alternatif, rénovant les maisons dans un premier temps, installant des cultures biologiques dans les jardins par la suite, ainsi que des librairies, lieux de spectacles, groupes musicaux (Deviant Instinct...), coopératives, etc., le tout permettant de vivre avec peu d'argent, d'avoir le moins de rapports possibles avec l'Etat, et surtout de vivre avec un autre état d'esprit.

Ce n'était pas du goût de tout le monde et, alors que le squatt atteignait sa cinquième année d'existence, en février dernier les bulldozers venaient tout détruire. La municipalité donna comme prétexte le manque de salubrité, mais c'était plutôt de cet flot alternatif que la mairie voulait se débarrasser.

Du fait d'une population majoritairement non-violente, la défense du squatt se borna à brûler ce qui avait été construit (meuble, ateliers...) pour qu'ils ne tombent pas dans les mains de la municipalité. En partant, un des squatters disait : «L'état d'esprit, notre façon de vivre ont changé durant ces 5 années. Les bulldozers ne peuvent rien contre ça. Ils ne peuvent pas détruire des idées. C'est la seule arme que l'Etat peut utiliser contre nous, alors nous continuerons ailleurs...»

J.-P. L.

# "LES PALESTINIENS D'UNE GUERRE A L'AUTRE" DE ERIC ROULEAU

«Pendant près de vingt ans, jusqu'à la guerre des six jours, en 1967, les autorités de Beyrouth n'avaient pas de raisons de regretter leur "générosité". Les Palestiniens se comportaient en travailleurs immigrés - dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie de transformation, de l'agriculture, en particulier repliés sur eux-mêmes et apeurés. A une époque où le mouvement des *fedayin* était virtuellement inexistant, ils pouvaient être arrêtés, persécutés ou expulsés, sans recours possible. Toute activité subversive était réprimée impitoyablement...»

«L'Etat dans l'Etat» qui se forge ainsi prend de la consistance après la débacle des *fedayin* en Jordanie en 1970-1971. L'exode du royaume hachémite accroît le nombre des réfugiés palestiniens au Liban à plus de 400 000 personnes, dont beaucoup sont aguerries par l'épreuve subie.

L'O.L.P. n'a plus d'autre sanctuaire potentiel que le Liban. Il suffisait au début de

la guerre civile de parcourir la presse beyrouthine pour constater combien la «joie de vivre» était l'apanage d'une minorité. Le train de vie des privilégiés est ostentatoire. Plusieurs voitures par famille, grosses cylindrées, de préférence américaine, parfois munies d'un téléphone. La résidence secondaire à la montagne, équipée d'une piscine, tennis, terrain de golf, est une somptueuse demeure entourée d'un vaste domaine où l'on se tient pendant les grandes chaleurs. Appartements que l'on possède à Paris, Genève, Londres ou New York et utilisé pour de brefs séjours d'affaire ou d'agrément. Le yacht, en rade à Taslik, près de Beyrouth, permet de passer un agréable week-end en compagnie d'amis...

Ainsi pendant 228 pages écrites par Eric Rouleau (1), journaliste au Monde. Ce livre, *Les Palestiniens d'une guerre à l'autre*, apporte des nécessaires observations accumulées sur le terrain. Ce-

ci est en soi-même d'une importance considérable quand on veut appréhender la complexité de multiples conflits qui n'ont jamais cessé depuis 1948 pour ne parler que de cette période.

Grand reporter, Eric Rouleau écrit le fruit de 20 ans d'enquêtes au Proche et au Moyen Orient : la diversité d'un peuple apparaît au fil des pages, qui racontent les luttes avec leur temps propre, les massacres, l'attente des réfugiés dans les camps, la répression et la colonisation israéliennes, les luttes fratricides de la résistance suscitées par les Etats arabes. Tout ce livre donne envie en suggérant la lecture, car la complexité inextricable due aux pressions multiformes ne serait saisie qu'incomplètement sans lui.

ROBERT

(1) «Les Palestiniens d'une guerre à l'autre», Eric Rouleau, collection «La découverte-Le Monde», 72 F., en vente à la librairie du Monde libertaire.



## "AU PIED DU MUR"

de Marc VILLARD

Il s'agit du deuxième recueil de nouvelles du scénariste de «Neige», par ailleurs auteur de plusieurs romans noirs. Marc Villard s'est fait une spécialité de décrire la marge des années 80. On ne trouve pas chez lui ce culte irrationnel (irresponsable) des paumés qui sont montrés tels qu'ils sont : des épaves broyées par une société impitoyable et en pleine décomposition.

Dealers, squatters (non renovateurs), petits délinquants autant de portraits très forts malgré la dureté du trait. Le polar prend ici véritable force sociologique. Alors lisez-le tout de suite, Villard écrit notre époque immédiate.

YVES

## RENCONTRE

Michel Lévine, auteur du livre «Les ratonnades d'octobre» (1) sera présent le samedi 26 octobre à partir de 16h à la librairie du Monde libertaire. Le «Monde libertaire» (numéros 588 et 589) et Radio-Libertaire (le lundi 7 octobre) ont déjà largement présenté cet ouvrage qui relate les événements du 17 octobre 1961, meurtre collectif perpétré à Paris par la police française lors d'une manifestation pacifique de travailleurs algériens.

Michel Lévine sera également sur Radio-Libertaire, de 10h à 12h, ce même jour pour réparer cet «oubli» de l'histoire. Venez nombreux à ce rendez-vous!

L'EQUIPE D'ANIMATION

(1) «Les ratonnades d'octobre», M. Lévine, éd. Ramsay, 92F., en vente à la librairie du Monde libertaire.

## RADIO LIBERTAIRE

JEUDI 24 OCTOBRE

«Blues en liberté» (10h à 12h) : les inconnus du blues.

VENDREDI 25 OCTOBRE

«Jouissances» (12h à 14h) : l'intelligence artificielle (suite et fin) ; «Palais de police» (15h30) : la garde à vue, les aveux ; «L'Invité quotidien» (18h30 à 20h30) : Marc Haendrich viendra traiter des sujets qui le passionnent : l'intelligence artificielle, l'informatique interactive, etc.

SAMEDI 26 OCTOBRE

«Chroniques syndicales» (12h à 14h) : le syndicalisme dans la santé ; «De bouche à orteils» (15h30 à 17h30) : le magazine de la chanson vivante parlera de blues, de percussion du Burundi, de jazz, de musique baroque et contemporaine avec Jean Vasca et Gilles Elbaz (chanteurs, musiciens) ; «Epsilonia» (17h30 à 19h) : suite de la série sur le cinéma, ce jour «L'humour et le cinéma».

DIMANCHE 27 OCTOBRE

«Folk à lier» (12h à 14h) : Marc Perrone, un des meilleurs joueurs d'accordéon en France, sera l'invité («La Trac») ; «Trisomie 21» (20h30 à 22h30) : émeutes en Angleterre.

LUNDI 28 OCTOBRE

«Allo maman bobo» (18h30 à 20h30) : agriculture et santé...

MARDI 29 OCTOBRE

«Chroniques syndicales» (18h30 à 20h30) : la section C.F.D.T. Banque Worms.

MERCREDI 30 OCTOBRE

«Humeurs» (18h30 à 20h30) : avec Henri Laborit.

## LES 24 HEURES DU LIVRE AU MANS

Les 12 et 13 octobre avait lieu, au Mans, les *Vingt-quatre heures du livre*. Cette fête du livre, foire pour certains, offre un cocktail pour le moins surprenant d'associations, d'organisations politiques, de syndicats, de Citoyens du monde au C.N.I.P., du R.P.R. qui voisine avec la F.C.P.E., de la C.N.T. à la C.F.D.T... Et bien sûr la Fédération anarchiste. Celle-ci y était présente comme chaque année, depuis six ans.

Cette année, comme les fois précédentes, des auteurs étaient invités : Diana Cooper-Richet et Jacqueline Pluet pour leur livre «L'Exercice du bonheur» (1) et Jean Maitron pour son livre «Paul Delesalle, un anarchiste de la Belle Epoque» (2), qui n'a pu venir car il enregistrait deux émissions, l'une sur France-Culture, l'autre sur T.F.1.

Un bilan satisfaisant est à retirer, un entretien sur une radio libre avec Jacqueline Pluet. De nombreuses per-

sonnes sont passées à notre stand, quelques contacts sérieux s'en sont dégagés, ainsi qu'une pétition en soutien à Yves Le Borniec, cet auteur inculpé de «non assistance à personne en danger», qui a recueilli une cinquantaine de signatures, dont celles de Michel Ragon et de Gérard Lecha entre autres...

Un week-end positif donc, qui représente certainement un des temps forts de la présence libertaire sur Le Mans, sans pour autant en représenter l'essentiel. En effet, cette

année, plusieurs débats-rencontres, sur des thèmes ou avec des auteurs, sont au programme.

Le groupe Zo-d'Axa vous invite à venir le rejoindre pour participer activement à une présence anarchiste sur Le Mans.

GR. ZO-D'AXA

(1) «L'Exercice du Bonheur», Diana Cooper-Richet et Jacqueline Pluet-Despatin, Ed. Champ-Vallon, coll. Milieux.  
(2) «Paul Delesalle, un anarchiste de la Belle Epoque», Jean Maitron, éd. Fayard, en vente à la librairie du Monde libertaire, 79F.



## Les sociaux-démocrates sont arrivés

Ah! la belle photo de famille prise à la clôture du congrès de Toulouse et qui s'étalait, le lendemain, à la une des journaux : Lionel, Laurent, Michel, Pierre et Jean-Pierre, rayonnants, la main dans la main, à la tribune. Il est bien regrettable que l'appareil à photographier les arrière-pensées ne soit pas encore inventé car le document n'aurait pas manqué d'être instructif...

Les médias ont souligné, par ailleurs, que, pour la première fois, le congrès n'a pas chanté l'«Internationale». Il était grand temps, en effet, de la jeter aux oubliettes, celle-là, complètement démodée, archaïque, l'œuvre d'un anarchiste irresponsable, faut-il le rappeler?

L'heure était à la rénovation. Jacques Delors, très satisfait, ne s'y est pas trompé : «ce congrès, a-t-il dit, est un petit Bad-Godesberg». (Bad-Godesberg, souvenez-vous, c'était il y a vingt-six ans, quand le parti social-démocrate d'outre-Rhin se dépouillait de ses oripeaux marxistes.) Déjà, huit jours avant Toulouse, cette vieille noix de Maurice Duverger avait adjuré les sociaux de réaliser leur Bad-Godesberg et d'élire Rocard premier secrétaire. Les congressistes ne l'ont écouté qu'à moitié puisque c'est Fabius qui a triomphé à l'applaudimètre et que Jospin conserve son fauteuil.

### UNE MALADIE HONTEUSE?

Selon le «Monde» nous avons assisté au «premier congrès social-démocrate du P.S.». Il ne faut pas confondre, en effet, «socialiste» et «social-démocrate», ce n'est pas du tout pareil. Ainsi, depuis Jules Guesde, ce marxiste intransigent qui finit tout de même par être ministre dans un gouvernement

d'union sacrée, jusqu'à Jules Moch et Guy Mollet, puis, du congrès d'Épinay à celui de Bourg-en-Bresse, nous avons affaire indubitablement à des socialistes. Mais voici qu'à Toulouse la mutation s'est produite, les sociaux-démocrates nouveaux sont arrivés!

L'esprit de Bad-Godesberg a soufflé fort, cependant, au cours de la nuit où fut rédigée cette motion de synthèse que tout le monde attendait et qui ne doit rien au hasard mais tout à la nécessité. Il existait en effet trois bonnes raisons pour qu'elle voit le jour, cette motion.

La première, c'est que nous sommes à cinq mois des législatives et que l'intérêt de tous ces braves gens est de donner l'apparence de l'unité retrouvée dans la joie et la fraternité. Les divergences (idéologiques) qui ne sont que les tenues de camouflage des ambitions rivales doivent momentanément être remises au placard.

La seconde raison est qu'il faut bien, tout de même, tenter de justifier ce que la motion désigne pudiquement comme «un décalage inévitable mais réel entre nos actes et les attentes qui étaient celles, notamment, du monde du travail avant 1981». De l'explication fournie — une œuvre d'art en matière de franchise et d'honnêteté — il ressort que les Français qui avaient cru au changement n'avaient, en somme, rien compris. Des ignares à qui «cinq années de gouvernement par la gauche ont appris qu'il est des contraintes dont aucun pouvoir, dans une société ouverte et démocratique, ne peut s'affranchir.» Une bonne leçon en quelque sorte et, de plus, voici que les mêmes Français «ne peuvent plus projeter sur nous le rêve d'un gouvernement

qui estomperait les réalités de la crise et dispenserait des efforts qu'elle exige.» Mais sans doute les socialistes ont-ils dû apprendre beaucoup, eux aussi, car ils ne nous avaient rien dit de tout cela avant mai 1981.

D'ailleurs ils le reconnaissent en toute modestie, nos sociaux, qu'ils étaient de gros ignorants puisque, maintenant, ils prennent «mieux en compte la nécessité de demeurer compétitifs, de dégager des bénéfices pour investir, de soutenir les coûts de production», ce dernier euphémisme signifiant qu'il faut bloquer les salaires, casser l'échelle mobile.

Il leur reste, heureusement, ces «valeurs morales» qui font tout le charme de la social-démocratie et ils les énumèrent : «solidarité et justice sociale, valeurs de la connaissance, valeurs de la raison, du travail et de la création (...), sens de la responsabilité, de la démocratie et de la mémoire collective». Collective mais courte, bien sûr! Bref, des «valeurs» auxquelles on tient d'autant plus qu'elles ne mangent pas de pain...

### MARS 1986 ET APRES...

De mauvais esprits prétendent que l'«unité retrouvée», concrétisée par cette motion de synthèse, ne résistera pas à la rude épreuve que va constituer, après mars 1986, la course à l'Élysée. Michel avait marqué des points, avant le congrès dans les fédérations, mais Laurent a fait une triomphale remontée à Toulouse, ce qui fait dire à Claude Estier : «On le tient, notre candidat.» Une belle compétition en perspective entre des prestigieux sociaux-démocrates...

SEBASTIEN BASSON

## AU PARTI DU SOCIALISME DECONCERTANT

Le pouvoir use! Les hommes et les idées. Quatre ans après leur accession à la tête de l'État, les vainqueurs du 10 mai 1981 tirent la sale gueule des victimes de fin de règne. A l'heure où l'ancienne solidarité d'intérêt qui cimentait l'état-major socialo vole en éclat, tous les coups sont permis, tous les règlements de compte sont autorisés.

La liste des déçus du socialisme s'allonge inexorablement. Hérnu mis sur la touche avec la bénédiction de ses camarades Joxe et Popere. Deferre-le-Gâteux hier éjecté du gouvernement, aujourd'hui agressé politiquement — et même physiquement! — par ses amis des Bouches-du-Rhône. Mauroy, le Premier ministre de l'état de grâce, tenu maintenant pour responsable des erreurs de 1981-1982 et durement attaqué dans son fief du Nord-Pas-de-Calais. Fabius inquiet, vieilli, accusant les coups répétés qui lentement minent la carrière impeccable que dans l'ombre de son président, le sémillant énarque s'était tracé. Jospin, amer, déplorant le manque de fraternité des dirigeants socialistes... Enfin Mitterrand, plus ridicule que jamais sous son masque de plâtre, glabre reflet de la spirale mégalomane qui depuis belle lurette a absorbé le vieux manœuvrier de la Quatrième République. Celui-là n'est déjà plus un homme, c'est

maintenant un personnage historique!

### VIVE LA SOCIALE... DÉMOCRATIE!

Les héros du 10 mai sont fatigués. Fatigués de s'être si désespérément accrochés à ce gouvernement et à cette Chambre qui, dans quelques mois, risquent bien de leur échapper. Et ce n'est pas faute de s'être compromis, de s'être soumis, de s'être renié! Car enfin, que reste-t-il des promesses, des programmes, des idées qui jetèrent une foule en fête dans les rues un certain soir de mai?

Rien. Il n'y a plus rien. La vérité de la gestion des institutions étatiques est cruelle et les socialistes s'y sont allègrement pliés. Exit la rupture avec le capitalisme! Exit ces généreux discours qui faisaient tant vibrer le bon peuple de gauche! Finies même les quelques velléités réformatrices du parti à la rose au poing! L'heure est au réalisme! L'heure est à la flexibilité, aux volte-faces idéologiques et aux réajustements politiques. L'heure enfin est à ce pragmatisme économique qui engraisse si bien les nantis des profits si douloureusement extorqués au monde du travail et aux peuples du tiers monde.

### ROCARD NOUS PROMET UN BEAU PASTIS

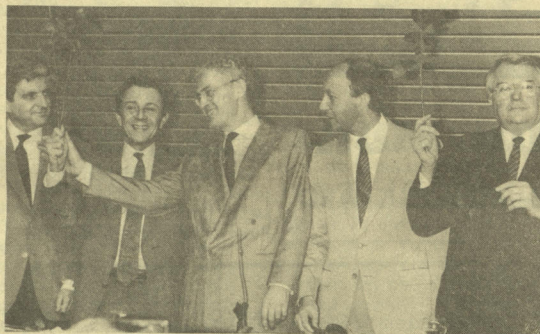
«Nous avons changé!» clament tous les leaders socialistes à qui veut bien les en-

tendre. Fort de ses 28% recueillis par sa motion au sein du Parti socialiste, Rocard peut maintenant jouer les prophètes *a posteriori* de la métamorphose de son parti. «Vous nous regretterez!» lance-t-il au Forum de l'Expansion devant un aéroport de patrons et de banquiers attentifs et attendris. Et pourquoi la bourgeoisie française aura-t-elle à regretter le départ du gouvernement socialiste en cas de victoire de l'opposition en mars 1986?

Un, parce que les socialistes ont su convaincre les Français de la légitimité du

peu moins malaisés lorsqu'elles sont conduites par ceux qui ont avec le monde syndical et associatif une relation plutôt préférentielle».

Enfin trois, parce que les socialistes ont maintenant pris conscience de l'archaïsme des nationalisations : «l'acte de produire relève par essence d'une logique qui n'est pas de l'ordre de la puissance publique». Grignotage des acquis sociaux, intoxications idéologiques, intégration des syndicats, dénationalisations, voilà le bilan et les perspectives de cette social-démocratie matinée de libéra-



libéralisme le plus borné : désormais «nul Français ne concevra plus l'entreprise comme le champ des luttes de classes, nul ne verra plus dans le marché le tortionnaire de l'intérêt général». Deux, parce que le pouvoir rose a su habilement faire avaler la pilule des «nécessaires modernisations» aux forces du travail : «celles-ci (les modernisations) sont un

lisme qui ose enfin dire son nom!

### LA PLUS RADICALE DES MODERNITÉS

Certes les rocardiens sont encore minoritaires au sein du P.S. Mais qu'on ne s'y trompe pas : au-delà des inevitables querelles de chefs qui agitent le parti, la politique que préconise le transfuge du P.S.U. fait l'objet d'un réel

consensus. Il n'y a pas de divergences fondamentales entre un Fabius et un Rocard si ce n'est que celui-ci sait enrober son technocratisme cynique d'un verbiage moderniste aux accents antiautoritaires. D'ailleurs ce consensus latent devrait être officialisé au congrès de Toulouse par la révision de la *Déclaration de principe* prologue aux statuts du P.S.

Pendant des années, les politiciens du Parti socialiste ont ainsi pu capter les espérances et les désirs de changement d'une partie de la population laborieuse pour mieux les détourner à leur propre profit. Le passage du P.S. aux commandes de l'État aura peut-être eu le mérite de lever en partie l'équivoque en montrant par l'exemple ce que ce «socialisme» parlementariste est et aspire à être : le gestionnaire servile d'un système de classes en crise.

Pour nous, anarchistes, le combat pour un véritable socialisme, un socialisme libertaire, est encore et toujours d'actualité. Profondément moderne et novateur, le projet anarchiste tranche avec l'archaïsme des modèles politiques à bout de souffle et avec les recettes démagogiques sans cesse ressassées. La recherche d'un socialisme conciliant la liberté de chacun et la liberté de tous, voilà bien aujourd'hui la plus radicale des modernités!

JÉRÔME  
CHARENTEAISE